

mercredi 10 juin 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **Vingt-trois génies (James-Howard Kunstler)** p.1
- = **Ce n'est pas la planète qu'il faut sauver. C'est nous...** p.4
- = **Préparez-vous à la crise à venir** p.6
- = **Un océan de dette... auquel la démographie n'arrange rien (Eberhardt Unger)** p.9
- = **La fille en couverture (J-H Kunstler)** p.11
- = **McGovern contre Petraeus (Bill Bonner)** p.13
- = **Le pétrole intéresse à nouveau** p.16
- = **Historique – Le Petro-Yuan est né : Gazprom effectue désormais toutes les ventes de brut à la Chine en Yuan** p.19
- = **BAS LES MASQUES ! (François Leclerc)** p.23
- = **BFM du 8 juin 2015 – La balance commerciale chinoise** p.25
- = **« Notre société va mal ! » (Charles Sannat)** p.27
- = **LES TURCS SE METTENT DE LA PARTIE (François Leclerc)** p.31
- = **Les deux erreurs de la gestion de crise (Bruno Colmant)** p.32
- = **La guerre contre le cash, Seconde partie (Bruno Bertez)** p.33
- = **Les jeunes traders et la hausse des taux** p.41
- = **La quête de l'Équilibre chinois passe par les armes** p.43
- = **10 pays qui risquent de disparaître d'ici à 20 ans** p.47



Vingt-trois génies



James Howard Kunstler
Kunstler.com

Publié le 04 juin 2015 ,
Note : Article en reprise

[Cet article est en reprise parce que 1) il est important et 2) ma façon de voir est presque identique à celle de J-H Kunstler. Donc c'est un article à relire.]

S'il existait un prix Pulitzer de l'imbécilité, je ne doute aucunement qu'il aurait été décerné au rapport publié lundi par le New York Times, intitulé *The Unrealized Horrors of Population Explosion*. L'ancien « journal des records » voudrait nous faire croire que le ciel est la seule limite à l'expansion de l'activité humaine sur notre planète. Qu'aucun obstacle ne se présente devant nous. L'article, et la vidéo qui l'accompagne, ont été préparés par une équipe de vingt-trois journalistes. Le Times mériterait un autre prix pour avoir déniché tant d'idiots à qui affecter une seule tâche.

En plus de faire pleuvoir les critiques sur le dos du biologiste de l'université de Stanford, Paul Ehrlich, auteur de *The Population Bomb* (1968), ce

« rapport de crise » on-ne-peut-plus imbécile passe à côté de tous les fiascos imaginables. C'est certainement là ce qui se passe quand on ne perçoit le monde qu'au-travers de l'écran de son téléphone.

Le point principal développé par l'article est le problème de l'alimentation d'une population en constante augmentation, point qui a soi-disant déjà été réglé par le scientifique Norman Borlaug dans « Révolution verte », qui a donné au monde ses plantations de céréales hybrides à haut rendement. Faux. « Révolution verte » avait beaucoup plus à voir avec la conversion d'énergie fossile en nourriture. Et qu'arrivera-t-il à la population du monde quand même cela ne sera plus possible ? Nos vingt-trois journalistes ont-ils pu se rendre compte que le monde ferait alors face à des défis additionnels comme l'épuisement des réserves d'eau et la dégradation des sols agraires ? Ou les modifications génétiques sont-elles désormais nécessaires au maintien de la production de céréales ?

Ils ne s'en sont pas aperçus, parce que le Times se tient fermement dans le camp du techno-narcissisme, et croit dur comme fer que les conséquences non-anticipées de la technologie et les surinvestissements sur le secteur pourront être contrebalancés par davantage de technologie – une idée dont la cousine voudrait que l'on puisse régler la dette globale en générant toujours plus de dette. Si vous cherchez à comprendre pourquoi les débats concernant nos problèmes les plus pressants sont complètement stériles, n'allez pas chercher plus loin que cet article, qui vous ouvrira grand les yeux.

Les changements climatiques ne sont mentionnés qu'une seule fois en passant, comme s'il ne s'agissait que d'une autre célébrité aperçue dans un nouveau restaurant du Meatpacking district. Ne sont pas non plus mentionnés le pic du pétrole (duquel le Times s'est régulièrement moqué en qualifiant il y a un certain temps déjà les Etats-Unis d' « Amérique Saoudite »), la dégradation des océans et des réserves de créatures qui y vivent, la déforestation, l'instabilité politique dans des régions qui ne peuvent supporter une explosion démographique, et les migrations désespérées de peuples qui cherchent à fuir ces zones désolées.

Comme je l'ai expliqué plus haut, le Times n'a aucune idée de la relation qui existe entre les finances et les ressources. Les problèmes bancaires qui font surface tout autour du monde sont l'expression directe des limites de la croissance, plus spécifiquement des limites de la création de dette. Nous ne

pouvons plus continuer d'emprunter à l'avenir pour financer nos comforts présents, parce que nous n'avons plus la certitude que ces dettes pourront un jour être remboursées. Nous espérons certes pouvoir continuer ainsi, et les banquiers centraux qui sont aux commandes du système aimeraient tout autant prétendre que nous le pouvons en rendant négligeable le coût de l'emprunt monétaire et de la fraude comptable. Mais cela n'a servi qu'à endommager les opérations de marché et pervertir la signification des taux d'intérêts – et aura la conséquence finale de détruire le sens des conséquences au sein des classes dirigeantes du monde.

L'écaillage du système financier sera le signe de l'échec du régime économique actuel. Le système financier actuel est le plus fragile de tous les systèmes dont nous dépendons (bien que les autres ne soient pas très solides non plus). C'est la raison pour laquelle le prix du pétrole est si peu élevé, malgré le fait que son coût de production n'ait jamais été plus important. Les consommateurs de pétrole sombrent dans la banqueroute plus rapidement encore que ceux qui en produisent. Doutez-vous encore que le niveau de vie diminue aux Etats-Unis, malgré la pléthore d'applications smartphone à laquelle nous avons accès ?

Le fait est que l'aubaine énergétique de ces deux derniers siècles a donné naissance à une matrice de systèmes complexes, ainsi qu'à une hypertrophie de la population humaine. Ces systèmes complexes – les banques, l'agrobusiness, l'industrialisation, le commerce international, l'éducation, la médecine, le développement automobile, l'aviation commerciale et les banlieues – ont tous atteint leur expansion maximale, et ces limites se traduisent par un désordre global et une banqueroute universelle. Les auteurs du rapport du New York Times pensent-ils que la situation de la distribution pétrolière est stable ?

Il y a eu deux attentats-suicide en Arabie Saoudite au cours de ces deux dernières semaines. Quelqu'un s'est-il rendu compte de la signification de ces événements ? Ou que l'incident du 29 mai a pris pour cible une mosquée shiite, et que la population shiite du pays se concentre dans la province orientale du royaume, où se concentre également la production pétrolière ? (Ou que l'Etat voisin du Yémen est 40% shiite ?) Nos vingt-trois génies du New York Times ont-ils tenté de déterminer quelles seraient les conséquences sur l'économie si l'Arabie Saoudite quittait le marché ne serait-ce que pour

quelques semaines ?

Paul Ehrlich avait raison, exception faite qu'il ait commis une erreur de timing et n'ait pas correctement anticipé les conséquences d'une croissance illimitée. Mais n'est-ce pas dans la nature des événements non-anticipés de ne pas pouvoir être anticipés ?

Ce n'est pas la planète qu'il faut sauver. C'est nous...

[Voilà une vision de la nature et de l'homme qui ressemble à la mienne.]

10 juin, 2015

8 juin 2015, par [Pierre Barthélémy](#)

Posté par [voltigeur](#), [Les Moutons enragés](#) et [LeMonde.fr](#)

Une réflexion pour nos cerveaux embrumés, par les multiples actions, qu'on nous demande de faire, pour sauver la planète. Notre belle boule bleue est en danger, elle commence à chauffer au delà du raisonnable. Bien que je sois triste de ce que je vois, et l'état pitoyable de la planète, je ne peux qu'être d'accord avec [Pierre Barthélémy](#), **la Terre s'en remettra, quoi qu'il arrive, quant à nous... rien n'est moins sûr.**

== =



Indien d'Amérique photographié par Edward S. Curtis.

C'est peu de dire que le climat et la protection de l'environnement ont été au cœur de l'actualité ces derniers jours. Entre [la journée mondiale de l'environnement](#) le 5 juin et [celle des océans ce 8 juin](#), entre l'engagement pris par le G7 pour limiter le réchauffement climatique et l'intensification de la préparation de la conférence internationale sur le climat (COP-21) qui se

tiendra à Paris à la fin de l'année, ces grandes thématiques sont de retour à la fois dans l'agenda des décideurs et dans les journaux. Et, dans la bouche ou sous la plume des uns des autres, revient sans cesse le même argument : il faut agir pour, je cite, "*sauver la planète*" (quelques exemples tirés de ces derniers jours, [ici](#), [là](#), [là](#) ou encore [là](#)...). Un argument choc... mais biaisé, que j'avais déjà dénoncé en 2011 dans un "coup de gueule" dont je me permets de retranscrire la majeure partie ci-dessous.

Au fil des dernières années, se sont multipliées les campagnes médiatiques pour "*sauver la planète*". Pour "*sauver la planète*", ne mangeons plus de viande car une vache élevée, c'est x hectolitres d'eau, y tonnes de CO2, z flatulences et éructations remplies de méthane. Pour sauver la planète, préférons le vélo à l'auto sur les petits trajets. Pour sauver la planète, isolons bien nos maisons et ne les chauffons qu'à 19°C. Pour sauver la planète, préférons des appareils électro-ménagers moins gourmands en électricité ou des ampoules basse consommation. Pour sauver la planète, recyclons nos déchets. Pour sauver la planète, lavons-nous moins souvent et nos vêtements aussi. Pour sauver la planète, consommons local. Pour sauver la planète, sortons du capitalisme (pour reprendre le titre d'un livre de mon ex-confrère du *Monde* Hervé Kempf). Etc.

A lire tous ces slogans, j'ai envie de dire une chose. Ceux qui les ont écrits se trompent de sauvetage. Ce n'est pas la planète qu'il faut sauver en agissant ainsi, mais bien l'humanité et, plus précisément, si on enlève l'hypocrisie, notre style de vie très confortable : je doute en effet que la majorité des humains mangent de la vache tous les jours, roulent en voiture, chauffent leurs maisons, aient quantité de grille-pain, de mixers et de machines à laver. Pour être très clair : la planète n'est pas à sauver parce que ce n'est pas elle qui se trouve en danger. Même si certains considèrent que nous sommes entrés dans une nouvelle ère géologique, [l'anthropocène](#), marquée par la capacité de l'homme à bouleverser son écosystème, à le polluer, à modifier la composition atmosphérique, à détruire massivement des espèces et des ressources naturelles, à créer des tremblements de terre, la planète n'en a cure. Pour la simple raison qu'elle a connu des révolutions bien plus profondes, des changements climatiques drastiques, cinq grandes extinctions de masse, des hivers nucléaires sans nucléaire mais avec volcans, des perturbations orbitales, [des bombardements de météorites ou d'astéroïdes](#), des [glaciations incroyables](#), des dislocations de continents, et qu'elle s'en est

toujours remise. La vie a toujours repris ses droits même lorsque, il y a 250 millions d'années, 96 % des espèces marines ont disparu ainsi que 70 % des vertébrés terrestres.

Pourquoi ? Parce que ce système naturel qu'est la Terre s'ajuste aux conditions qui lui sont imposées. Dans le cas du réchauffement climatique, la planète retrouvera, dans quelques siècles, dans quelques millénaires, un équilibre. Simplement, il sera bien loin de celui que nous connaissons et nos descendants risquent d'y laisser des plumes : parce que les extrêmes climatiques seront plus fréquemment atteints, parce que les villes côtières seront fragilisées par la montée des océans quand elles ne disparaîtront pas, parce que l'accès aux ressources naturelles de base telles que l'eau potable et la nourriture sera nettement plus problématique voire une source de conflits, parce que les services rendus gratuitement par la nature seront réduits en raison de la perte de biodiversité.

Invoquer la sauvegarde de la planète pour inciter les gens à un mode de vie plus respectueux de l'environnement est un argument défectueux. Ne pas expliciter qu'en ayant dépassé les limites de notre biosphère nous mettons en péril la survie même de notre propre espèce s'avère une manière de fermer les yeux sur nos responsabilités et sur les défis qui nous attendent. C'est interposer la planète entre nous et nos actions, comme pour les masquer. En somme une façon étrange de nous extraire de notre écosystème et d'oublier que nous constituons l'une des "cibles" des changements globaux, parce que nous sommes fragiles. C'est bien l'humanité qu'il faut sauver. La planète, elle, se sauvera toute seule.

[Préparez-vous à la crise à venir](#)



[Phoenix Capital](#)
[Gains, Pains and Capital](#)

Publié le 10 juin 2015

L'année dernière (2014) devrait rentrer dans les annales comme le « début de la fin » du système bancaire centralisé global.

Ce qui viendra ensuite sera le développement graduel de la prochaine crise et, très probablement, l'effondrement du système bancaire tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Ce développement ne devrait en revanche survenir que très lentement.

Les banques centrales et l'élite politique vont se battre bec et ongles pour maintenir le statu quo, même si cela signifie enfreindre la loi (geler les comptes bancaires ou les fonds afin de mettre fin aux retraits) ou fermer les marchés (le Dow a été fermé pour une durée de quatre mois et demi pendant la première guerre mondiale).

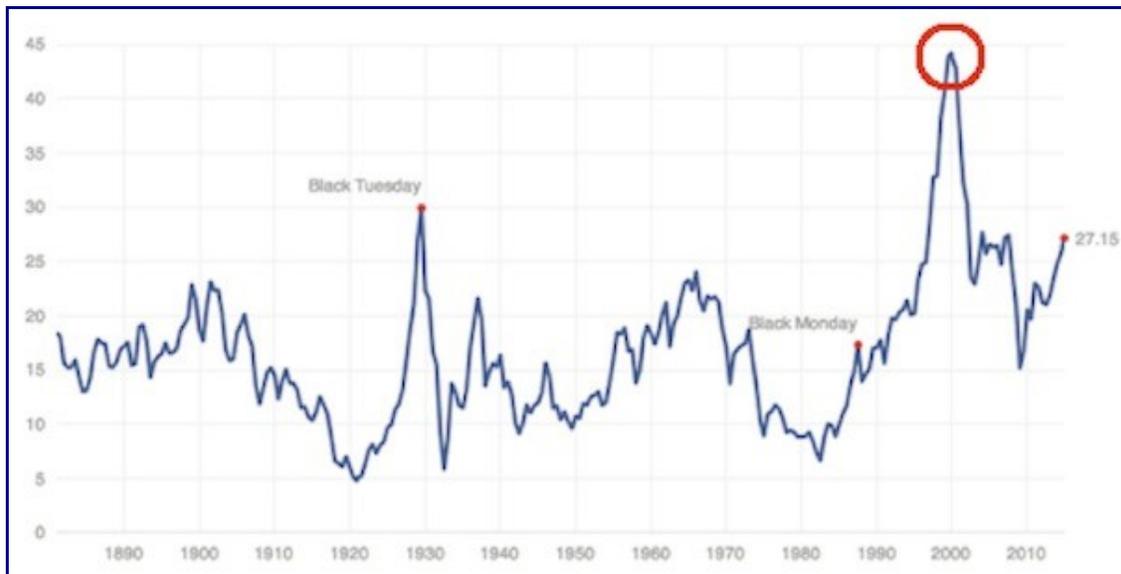
Les prix des actifs enregistreront des effondrements et des chutes brutales (de l'ordre de 20 à 30%) ici et là. Mais l'Histoire nous a montré que lorsqu'un système financier s'effondre, le processus de destruction dure plusieurs années, sinon plus.

Prenons par exemple la bulle sur la technologie, la plus grosse bulle sur les actions survenue au cours de ces cent dernières années.

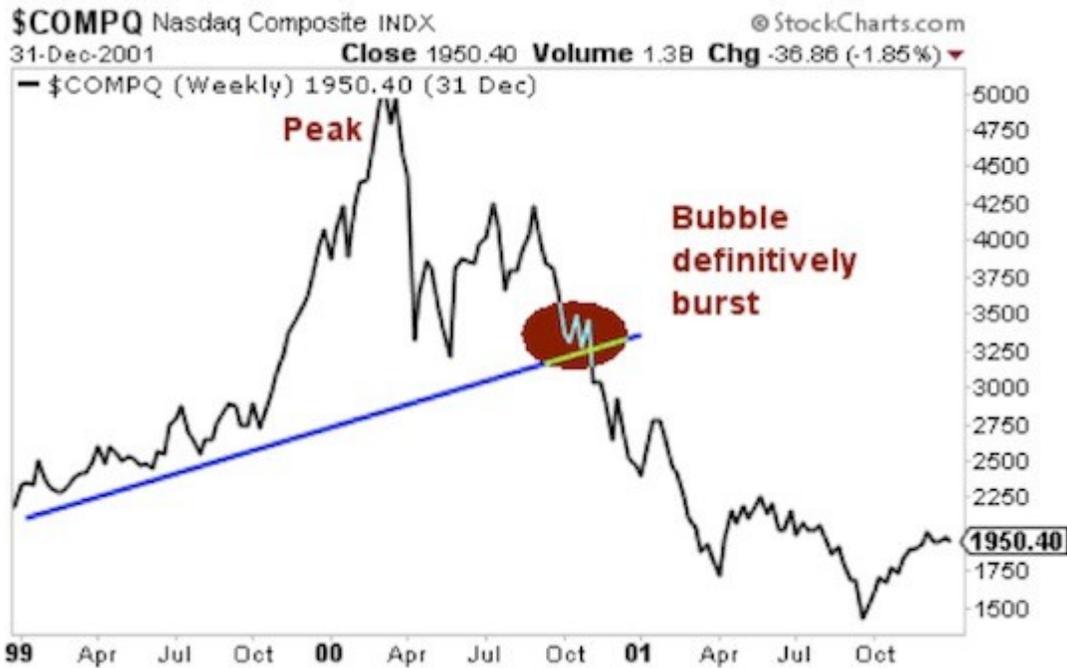
Dans ce cas particulier, la bulle s'est limitée à une classe d'actifs (les actions). Elle a été relativement isolée sur un secteur spécifique, les actions technologiques.

Pour couronner le tout, tout le monde savait qu'une bulle s'était développée : le ratio prix/revenus ajusté aux variations cycliques de la bulle sur la technologie a écrasé toutes les autres bulles survenues depuis 1890.

La surévaluation évidente des actions était complètement absurde.



Et pourtant, malgré le fait que cette bulle était absolument évidente et n'impliquait qu'une classe d'actifs, il a fallu aux investisseurs plus de six mois après l'effondrement initial de 20% pour réaliser qu'un sommet avait été atteint et que la bulle avait éclaté.



Pendant cette période de six mois au cours de laquelle la plus grosse bulle des actions de tous les temps a éclaté, les actions n'ont pas immédiatement chuté. A dire vrai, nous avons traversé de véritables montagnes russes, avec plus de huit fluctuations de prix majeures de 16% ou plus.



Réfléchissez-y un instant. Les actions étaient clairement dans une bulle. Il s'agissait de la bulle sur les actions du siècle. Et pourtant, quand elle a éclaté, personne n'avait une idée claire de la direction dans laquelle se dirigeait le marché.

En six mois, les investisseurs ont vu fluctuer les actions avec une baisse de 19%, puis une hausse de 8%, une baisse de 27%, une hausse de 21%, une baisse de 22%, une hausse de 34%, une baisse de 17%, une hausse de 16%, une baisse de 28%, une hausse de 16%, puis, finalement, une baisse de 17%. C'est seulement à ce moment que les actions ont brisé leur tendance (la ligne bleue) et qu'il est devenu évident que la bulle avait éclaté.

Bien que la bulle ait été spécifique et évidente, son effondrement n'a été ni propre ni rapide. Plusieurs baisses de 20% ont été enregistrées, mais dans l'ensemble, nous avons enregistré de fortes fluctuations avec une tendance générale à la baisse.

Ce même processus se développera certainement de nouveau sur les marchés. Mais cette fois-ci, il sera global et ne concernera pas seulement les actions, les obligations, les marchandises et l'immobilier, mais les banques centrales elles-mêmes.

La situation est claire : la crise de 2008 n'était qu'un échauffement. La prochaine crise sera différente. Elle mettra fin au système bancaire tout entier.

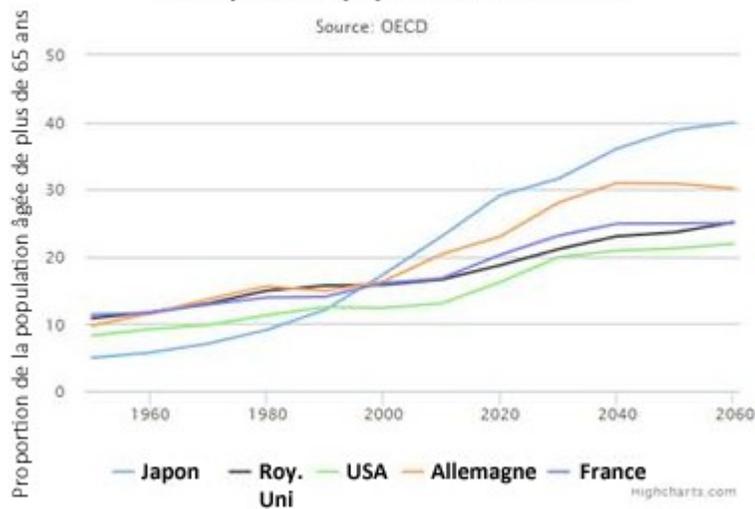
[Un océan de dette... auquel la démographie n'arrange rien](#)

10 juin 2015 | [Eberhardt Unger](#) | Catégorie: [Article](#), [Inflation](#), [dettes souveraines](#) et [récession](#)

- Depuis le début de la crise en 2007, la dette globale a augmenté de 57 000 milliards de dollars américains pour atteindre, à ce jour, 199 000 milliards (source : McKinsey). Le Japon a la dette la plus élevée à hauteur de 500% de son PIB, tous secteurs confondus.

Cette situation soulève des questions sur la stabilité financière. Neuf pays dans le monde ont un niveau de dette publique supérieur à 300%, 39% des pays atteignent les 100%. Historiquement, des niveaux de dettes aussi élevés ont toujours provoqué une nouvelle crise.

Les économies avancées confrontées au défi démographique alors que leurs populations vieillissent



La dette a continué à augmenter par rapport au PIB dans presque tous les pays

Jusqu'à récemment, l'opinion dominante était que la plus grande crise économique et financière depuis la fin de la deuxième guerre mondiale était finie. Mais on sait maintenant que la dette a continué à augmenter par rapport au PIB dans presque tous les pays. De nombreuses nations sont confrontées à une nouvelle crise et les perspectives de croissance sont limitées pour la quasi-totalité d'entre elles.

Une nouvelle étude de Goldman Sachs attire l'attention sur le vieillissement de la population qui pose un problème démographique, en particulier pour les cinq pays du graphique ci-dessus. L'espérance de vie moyenne augmente, les salariés prennent leur retraite plus tôt et la proportion des plus de 65 ans augmente alors qu'à l'inverse, la proportion de jeunes au travail baisse.

Discuter pour savoir s'il vaut mieux recourir à l'austérité ou aux déficits pour sortir de la crise de la dette n'est rien moins qu'une absurdité

Le service de la dette (intérêts débiteurs + remboursements) devra être supporté par un nombre des personnes actives en diminution. La résignation et le désespoir nous guettent si on ajoute à cela que les taux d'intérêt sur les marchés monétaire et obligataire ne resteront pas toujours proches de 0%. Dans ces conditions, discuter pour savoir s'il vaut mieux recourir à l'austérité ou aux déficits pour sortir de la crise de la dette n'est rien moins qu'une absurdité.

De plus en plus fréquemment, nous entendons dire qu'une nouvelle impulsion permettra automatiquement de surmonter la stagnation et aux économies de sortir de la dette. Cependant, on oublie que la dette publique,

dans beaucoup de pays, a continué d'augmenter régulièrement chaque année, au cours des dernières décennies, indépendamment d'une reprise ou non.

Conclusion : les nouvelles données sur le développement économique négatif aux Etats-Unis (PIB de -0,7% au premier trimestre 2015) montrent combien est fausse l'opinion qui consiste à dire que la reprise ne peut venir que d'une politique monétaire qui doit être suffisamment expansive pour cela. Le vieillissement de la population n'est pas pris en compte dans les politiques monétaires et budgétaires. Il n'existe pas de statistique montrant l'évolution de la dette publique rapporté au nombre de personnes actives.

NDLR : Il n'existe peut-être pas de statistiques sur l'évolution du ratio dette publique/personnes actives... mais voici tout de même un bref aperçu, élaboré par nos soins, de la situation du PIB et de la dette par rapport au nombre d'habitants dans un certain nombre de pays-clé de la Zone euro. Édifiant...

		Allemagne	France	Italie	Espagne	Portugal	Grèce	Irlande
PIB/hab.	2007	25 926	25 187	22 870	19 387	13 605	16 914	36 720
	2013	28 335	25 263	20 998	18 184	13 146	13 428	33 388
Dette/hab.	2007	19 431	19 700	27 159	8 570	11 404	20 815	10 863
	2013	26 813	29 809	34 658	20 675	20 938	28 859	46 912

[La fille en couverture](#)



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 10 juin 2015

Cette séance photo concerne ma vie et la personne que je suis. Rien n'est question de fanfare.

— Caitlyn (anciennement Bruce) Jenner

C'est n'est peut-être qu'une coïncidence si l'ancien champion olympique de

décathlon et visage âgé et timide des boîtes Wheaties s'est retrouvé en couverture du plus glamour des magazines américains, assisté par une armée de maquilleurs, de publicitaires, de couturiers, de concepteurs lumière, d'endocrinologues, d'agents et de directeurs, menés à la baguette par la commandante photographique suprême, Annie Liebowitz. Et c'est peut-être aussi une coïncidence si E! Network produit actuellement une émission de télé-réalité sur le chemin parcouru par le nouveau chouchou transgenre des Etats-Unis depuis un athlète transpirant, velu et plein de testostérone jusqu'à une pin-up de couverture de magazines. Je suppose que la fanfare n'est parfois que la cerise inattendue sur le gâteau à la crème de la vie.

Voilà qui soulève une question cruciale : pourquoi est-il si important pour les régisseurs culturels de notre nation de transmettre l'idée qu'une vie de confusion sexuelle vaut, en ce monde mieux, que toute autre ? On l'entend partout. Un jour ne se passe pas sans que le New York Times ne publie un article de une sur le triomphe de la vie transgenre. Une théorie simpliste pourrait être, encore une fois, le besoin des individus les plus « avant-garde » d'épater les bourgeois, d'horrorifier et de choquer la classe moyenne (et de la forcer à reconnaître sa propre morosité pathétique et désolante). Peut-être la classe moyenne n'a-t-elle pas déjà assez à faire, à se préoccuper d'avoir à payer 30.000 dollars pour accoucher à l'hôpital ou à travailler 70 heures par semaine.

La meilleure explication (qui n'est pas originellement mienne), pourrait être qu'à certains moments de l'Histoire, quand règne la nouveauté et que les événements poussent la société dans une stupeur existentielle, toutes les frontières disparaissent. Et la sexualité, l'un des moteurs de l'humanité, truffé de toutes sortes de régulations culturelles, devient le moyen d'expression de notre anxiété collective face à la dissolution de la société. Il se trouve également que les Etats-Unis d'aujourd'hui soient à la fois une société extrêmement pornographiée et exceptionnellement puritaine. Les enfants de douze ans de la Rome de Caligula n'avaient pas accès à internet pour observer tous les actes sexuels imaginables. Et les colons de Bay Colony, dans le Massachussetts, n'avaient pas l'équivalent de la jeune femme (Emma Sulkovitz) qui a traîné un matelas à travers l'université de Columbia – un mélange de projet artistique et de protestation politique – pour attirer l'attention sur son affaire de viol douteuse (qui a été rejetée par la cour administrative de Columbia).

Les tensions entre les forces d'extrême lascivité et d'extrême puritanisme doivent être intenses, intolérables même, notamment pour les jeunes qui, aussi stable soit notre ère, sont confrontés à toutes les insécurités en termes de développement sexuel – comment, en ce monde, devenir un homme ou une femme. Je trouve aussi intéressant notre désir de parler constamment de sexualité – si tant est que les bavardages des médias puissent être considérés être une conversation publique – mais ce toujours de manière circonscrite. Dépassez la pensée conventionnelle du jour, et vous invitez l'opprobre de la censure... Chose que je m'appête à faire désormais.

J'aimerais par exemple proposer la théorie suivante : l'homosexualité a récemment été promue comme un mode de vie désirable, puisqu'il permet à ceux qui l'adoptent d'échapper à une source primaire de tensions pour la vie humaine : les difficiles relations entre les hommes et les femmes. Ces tensions fleurissent inévitablement au cours de l'adolescence, et il est aujourd'hui possible de s'en détacher. Je m'attends à ce que la pensée homosexuelle réfute ma théorie par l'idée que ce mode de vie est source de tensions et de tourments plus grandes encore, et il se peut que ce soit vrai – mais le comportement d'évitement invite souvent des complications malheureuses.

J'aimerais également proposer l'idée que le spectacle de Caitlyn (Bruce) Jenner représente un « pic du transgendérisme ». Maintenant que les régisseurs culturels nous ont fait savoir que le modèle suprême de masculinité – un champion olympique – peut lui-aussi, assez tardivement, devenir un simulacre de féminité, nous n'avons nul besoin d'aller plus loin. Nous avons atteint la pointe de l'avant-garde, et sommes sur le point de basculer par-dessus bord.

Ou peut-être est-ce le résultat du test suprême de la vie : suivre les Kardashian. Après tant d'années à glisser dans des solutions Clinique Antitaches et L'Oréal True Match, notre pauvre Bruce a fini par céder, par se rendre, par adopter la tactique qui pourrait tenter même le plus décidé des compétiteurs : si vous ne pouvez pas les vaincre, joignez leurs rangs.

Place maintenant au châtement que j'ai invité à moi en osant exprimer une opinion sur le sujet.

McGovern contre Petraeus

10 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous continuons à tenter de démêler les bons et les brutes... et les truands.

Vous êtes probablement aussi dégoûté par les brutes et les truands que nous le sommes. Aujourd'hui, nous nous attardons donc sur le bon.

Oui, il y a des gens bien tout autour de nous. La vie privée en est pleine. Un bon jardinier. Un bon homme d'église. Même un bon banquier.

Mais dans la vie publique, un homme bon est difficile à trouver. On peut fouiller les institutions nationales de la cave au grenier, par exemple — y compris les placards à balais. On n'en trouvera pas beaucoup. Au lieu de ça, les vives lumières du "service public" attirent les bestioles, les nuisances et les parasites. Certains sont simplement pénibles. D'autres sont dangereux.

Nous avons promis de laisser la vermine pour demain mais nous ne pouvons pas nous empêcher de mentionner l'un d'entre eux, le général David Petraeus. Il figure dans l'histoire d'aujourd'hui comme le monstre Cyclope : il représente le défi qui a engendré notre héros.

C'était à New York, au 92Y — qui se définit comme "un centre communautaire et culturel de classe mondiale — que le général Petraeus était censé s'exprimer.

Rappelons qu'en 2011, le général Petraeus était la star des ambitions américaines en matière de politique étrangère. C'était l'homme derrière l'opération Surge en Irak. A l'époque, il était moins clair qu'aujourd'hui que l'opération était un désastre. Elle a englouti des milliards de dollars. Elle a coûté la vie à des milliers de personnes (dont 1 000 soldats américains) et nombre des armes envoyées en Irak se sont retrouvées entre les mains de l'EI — y compris 2 300 Humvees, 7 400 mitrailleuses et 40 chars Abrams — qui aident désormais l'Etat islamique à prendre le contrôle de l'Irak !

▪ **Il y a délit et délit...**

L'événement à New York s'est produit trois ans plus tard, en 2014. Le général Petraeus était alors en disgrâce. Il était à la tête de la meilleure agence de "sécurité" aux Etats-Unis, la CIA. Pourtant, il avait donné le "livre noir" contenant les informations les plus sensibles du pays à sa maîtresse (qui écrivait elle aussi un livre pour expliquer combien il était formidable). On aurait pu penser que pour une telle offense, il se serait retrouvé devant un

peloton d'exécution... mais non.

Quelqu'un, toutefois, l'avait percé à jour : Ray McGovern. En 2014, en dépit de son délit, Petraeus profitait encore de la gloire et de l'adulation d'un héros conquérant. Son aura était telle que les billets pour cette conférence étaient vendus 45 \$ pièce — et l'un d'entre eux avait été acheté par le susdit McGovern.

Si McGovern a attiré notre attention, c'est parce qu'il y a quelques mois, il a assisté à un discours d'Hilary Clinton à l'université George Washington. Il a tourné le dos à celle qui était encore à l'époque secrétaire d'Etat, se faisant ainsi arrêter pour trouble à l'ordre public.

Mais McGovern n'était pas un manifestant ordinaire. Il est retraité de la CIA, où il préparait autrefois le "brief sécurité" quotidien du président. Désormais âgé de 72 ans, il se consacre à révéler les mauvaises utilisations qui sont faites avec les "informations confidentielles". Il n'a pas aimé la manière dont l'administration Bush a faussé les faits pour soutenir l'invasion de l'Irak, par exemple. Il a protesté contre l'utilisation de la torture et a renvoyé sa médaille de service à la CIA à son ancien employeur.

Suite à l'incident avec Hilary, il a dû être mis sur une liste. Même avant ça, ceci dit, les Renseignements devaient déjà s'intéresser à son cas lorsqu'il est arrivé au 92Y en 2014, en s'attendant à exercer ses droits constitutionnels à la liberté de parole.

Il voulait tout particulièrement poser quelques questions au général David Petraeus.

"Vous ne pouvez pas entrer, Ray", lui a dit un policier alors que McGovern tentait de passer la porte du centre culturel.

Ray expliqua qu'il s'agissait d'un forum public et qu'il avait acheté un billet. Il déclara à la police qu'il avait le droit d'entrer.

Tant et si bien que la police l'arrêta — une fois encore — pour trouble de l'ordre public ! Il a été retenu pendant une nuit, avant d'être relâché.

En revanche, Petraeus — qui avait commis un crime sérieux — n'a jamais été inquiété.

A suivre...

[Le pétrole intéresse à nouveau](#)

10 juin 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Depuis la réunion de l'OPEP, la semaine dernière, les commentateurs spécialisés sur le pétrole se déchirent. Ceux défendant la thèse selon laquelle le cours de l'or noir aurait atteint un plus bas s'opposant de manière sanglante, par médias interposés, à ceux soutenant que le baril va de nouveau plonger. Nouvelle baisse due à un probable regain de production et à une demande faiblarde.

L'affrontement, latent depuis plusieurs mois, a repris de la vigueur après la prévisible décision de l'OPEP de ne pas réduire ses quotas de production. Les membres de l'Organisation vont donc continuer à faire ce qui leur chante puisque, malgré un plafond de 30 millions de barils/jour, leur production dépasse déjà les 31 millions. Et celle-ci pourrait donc continuer d'augmenter dans les mois qui viennent alors que l'Irak et l'Iran veulent ouvrir les vannes du brut.

Le pétrole va-t-il de nouveau chuter ? Ou bien se reprendre progressivement ? Qui a raison, qui a tort ? Je n'en sais rien... et ce n'est pas ce qui a retenu mon attention aujourd'hui mais un afflux d'un autre genre, celui de liquidités et d'investissements dans le secteur pétrolier et parapétrolier sur fond de redémarrage de grands travaux.

Reprise des projets pharaoniques

Décision emblématique de cette reprise, mi-mai, **les Etats-Unis ont autorisé Shell à débiter les forages dans les eaux américaines arctiques**. Une décision bien évidemment fortement contestée par les défenseurs de l'environnement et tous ceux qui se soucient de la sauvegarde écologique du continent.

Ils n'ont cependant pas fait le poids face aux enjeux économiques et au potentiel énergétique de l'Arctique qui contiendrait 5% des réserves mondiales de pétrole et 25% des réserves de gaz... La mer des Tchouktches, choisie par Shell pour pratiquer ses premiers forages, contiendrait à elle seule 15 milliards de barils de pétrole.

Si l'autorisation de l'administration Obama froisse les susceptibilités environnementales, **elle n'en reste pas moins un pari risqué financièrement et techniquement pour Shell, qui avait une première fois jeté l'éponge il y a**

plus de 2 ans. Les forages dans les eaux glaciales de l'Arctique sont loin d'être une partie de plaisir, et la rentabilité du projet est encore douteuse.

Autre projet pharaonique qui vient d'être relancé, celui de **Kashagan** au Kazakhstan.



Ce gisement *offshore* fait tourner tous les superlatifs. Plus grosse découverte de ces 40 dernières années, il est techniquement très difficile d'accès puisque situé à 5 000 mètres de profondeur, sous les eaux gelées la moitié de l'année de la mer Caspienne.

Pression et présence de soufre viennent en outre compliquer une affaire déjà mal engagée. Les incidents techniques se sont multipliés sur ce chantier qui a vu quintupler son budget initial et devrait atteindre les 100 milliards d'euros d'investissements avant d'entrer en production.

A cela il faut ajouter les relations parfois tendues entre l'Etat kazakh et les grands groupes (occidentaux, chinois et japonais) chargés d'exploiter le gisement.

Après moult aventures, arrêts, incidents, retards et dépassements en tous genres, la production devrait enfin réellement commencer au 2e semestre 2016, pour atteindre les 370 000 barils/jour fin 2017. ArcelorMittal a quant à lui annoncé que son usine du Creusot allait produire 15 000 tonnes de tôles plaquées destinées à protéger les tubes, oléoducs et autres éléments du projet des effets corrosifs du soufre. Bienvenue en enfer ! Mais un enfer qui ne décourage pas les investisseurs.

Pourquoi l'argent recommence-t-il à circuler dans le secteur pétrolier et

parapétrolier ?

Premier élément de réponse, après une dégringolade qui a vu le cours du WTI (le pétrole nord-américain) passer de 106 \$ en juin 2014 à 40 \$ et des (petites) brouettes en mars 2015, le baril s'est apparemment stabilisé autour des 60 \$. Du côté du Brent, la stabilisation s'est quant à elle faite autour des 66 \$.

Cet équilibre est-il ou pas durable, je n'en sais rien – et ce même si Mathieu Lebrun vous donne son avis d'analyste technique [dans la Quotidienne Pro du jour](#) – mais il rassure un peu les investisseurs qui y voient l'occasion de miser à nouveau sur le secteur pétrolier et parapétrolier.

Pour les analystes et les marchés, les mauvaises nouvelles ont en outre depuis plusieurs mois intégrées dans les cours, si bien que le secteur de l'or noir redevient attractif.

Autre explication à ce nouvel afflux de liquidités sur le pétrole : un phénomène de grande braderie. Vous vous en doutez, la baisse des cours du brut a frappé toute l'industrie et les services liés de près ou de loin à l'or noir. Les résultats ont chuté, les bénéfiques aussi, les cours boursiers ont fait de même.

En quelques mois, des sociétés ont perdu 30% voire bien plus de leur valorisation boursière. Le cours de Technip (TEC – FR) a ainsi presque été divisé par 2 sur un an, passant de plus de 80 euros en juillet 2014 à 46 euros en janvier dernier. Celui de Schlumberger (SLB – FR) de plus de 85 euros à moins de 65 euros, avant de fortement rebondir. Total est quant à lui passé de 54 euros à 43 euros à peu près dans la même fourchette de temps.

Conclusion, alors que les valorisations sont attractives, les grandes manoeuvres et les rachats sont à l'oeuvre. Fin 2014, le groupe parapétrolier Halliburton annonçait le rachat de son concurrent Baker Hughes et, depuis, c'est la grande redistribution des cartes.

Le groupe pétrolier Rapsol a mis la main sur le Canadien Talisman Energy, BG Group a fusionné avec Shell (pour 47 milliards de livres, soit 65 milliards d'euros), des rumeurs persistantes font état de rapprochement dans le secteur parapétrolier français (avec CGG comme principale cible), l'Américain Noble Energy a racheté, pour 2 milliards de dollars, le producteur de pétrole de schiste Rosetta Resources et Engie (ex-GDF) a déclaré fin mai vouloir

procéder à plusieurs acquisitions d'ici la fin de l'année, dans le secteur de l'exploration-acquisition.

Le secteur se met en ordre de bataille pour une reprise des cours du pétrole sur le moyen-long terme.

Historique – Le Petro-Yuan est né : Gazprom effectue désormais toutes les ventes de brut à la Chine en Yuan

Publié par wikistrike.com sur 10 Juin 2015, Blog de la résistance et ZeroEdge



ÉNORME !

Comme on pouvait s'en douter, les choses s'accélèrent .

Historique. C'est la fin officielle du pétrodollar (après le dernier clou dans le cercueil qu'avait été le méga contrat gazier de mai 2014) dans la mesure où ce ne sera plus seulement le dollar qui sera utilisé par les nations pour acheter leur pétrole, mais aussi le yuan .

Et c'est la Russie de Poutine qui est à la manœuvre, et qui porte l'estocade.

Il y a désormais officiellement 2 devises de réserve mondiales !

La chine et la Russie viennent encore de frapper un très très grand coup, en annonçant officiellement (par la voix de Gazprom, tout un symbole) la fin du règne du pétrodollar .

En effet, grâce à la plateforme qu'ils ont mis en place, les nations n'ont plus besoin d'accumuler autant de dollars, ce qui va accélérer la dédollarisation, et ce qui risque de porter un énorme coup, si ce n'est fatal, au dollar .

Car maintenant la demande de dollars au niveau mondial va baisser fortement et tout le monde va pouvoir se débarrasser de ses réserves de dollars excédentaires, en plus de la perte de confiance qui se manifeste déjà en ce dernier (imaginez quand la FED renverra aux calendes grecques toute hausse des taux autre que symbolique), ce qui pourrait provoquer un sell off (vente massive, qui a déjà commencé avec les Russes et Chinois, et d'autres, qui se tournent vers l'or et le commerce en devises nationales) du dollar, comme l'avait suggéré John Williams . Ce sont des billions de dollars de l'étranger qui risquent bien de finir « à la maison » : Avec en plus la FED qui a créé pas moins de 4.5 billions de dollars en planche à billet (bien que pour le moment la vélocité monétaire est au plus bas) les conditions pour une hyperinflation majeure aux US sont réunies.

Depuis 1971 et la fermeture de la fenêtre de l'or par NIXON (convertibilité du dollar en or), le dollar ne tient debout que grâce à la puissance militaire étasunienne et au pétrodollar (toutes les nations ne pouvaient acheter du pétrole qu'en dollars et devaient donc s'en procurer, ce qui créait une forte demande en dollars).

On comprend mieux pourquoi le monde est au bord d'une 3e guerre mondiale, et pourquoi le refus d'inclure la Chine dans les DTS a failli la déclencher.

Rappelez vous, il y a pas plus de 2 semaines [George Soros a averti que la troisième guerre mondiale était imminente à moins que Washington ne recule sur l'inclusion de la Chine dans le panier de devises du FMI](#) :

L'investisseur milliardaire George Soros a averti catégoriquement qu'il était préoccupé par la possibilité d'une autre guerre mondiale « Si les efforts de la Chine pour une transition de l'économie vers une demande intérieure échouent, il y a une «probabilité» que les dirigeants de la Chine favorisent un conflit externe pour garder le pays uni et se maintenir au pouvoir .

Il y a un réel danger que la Chine elle-même s'aligne avec la Russie politiquement et militairement, et la menace d'une troisième guerre mondiale devient réelle »

Nous avons ici un point de rupture monétaire majeur, une autre onde de choc, un tsunami géopolitique qui vient d'être envoyée au monde .
Quelque chose de grand est en train de se passer . Z .

Depuis que Henry Kissinger a forgé l'accord global du pétro-dollar avec l'Arabie Saoudite et l'OPEP en 1973, la monnaie américaine est restée la seule devise de réserve mondiale pendant plus de 40 ans. Cependant, le 9 Juin le règne monétaire en solitaire a pris fin , car le géant gazier russe Gazprom vend maintenant officiellement tout le pétrole en yuans chinois, faisant du pétro-Yuan une devise de Réserve mondiale commune, et mettant fin au contrôle exclusif de l'Amérique sur le monopole de la monnaie de réserve mondiale .

Il y a moins de deux ans, la Russie et la Chine ont conclu un accord pour mettre en place une plate-forme pour permettre la vente de pétrole et de gaz naturel en roubles et en Yuans. Toutefois, dans ses premiers stades cela a été limité à des transactions entre les deux pays et un petit nombre de partenaires commerciaux. Mais avec la confirmation aujourd'hui d'un système de pétro-yuans entièrement fonctionnel mis en œuvre par la Russie, le monde n'a plus besoin d'accumuler des réserves en dollars pour acheter de l'énergie, et le début de la fin du pétro-dollar est maintenant en cours.

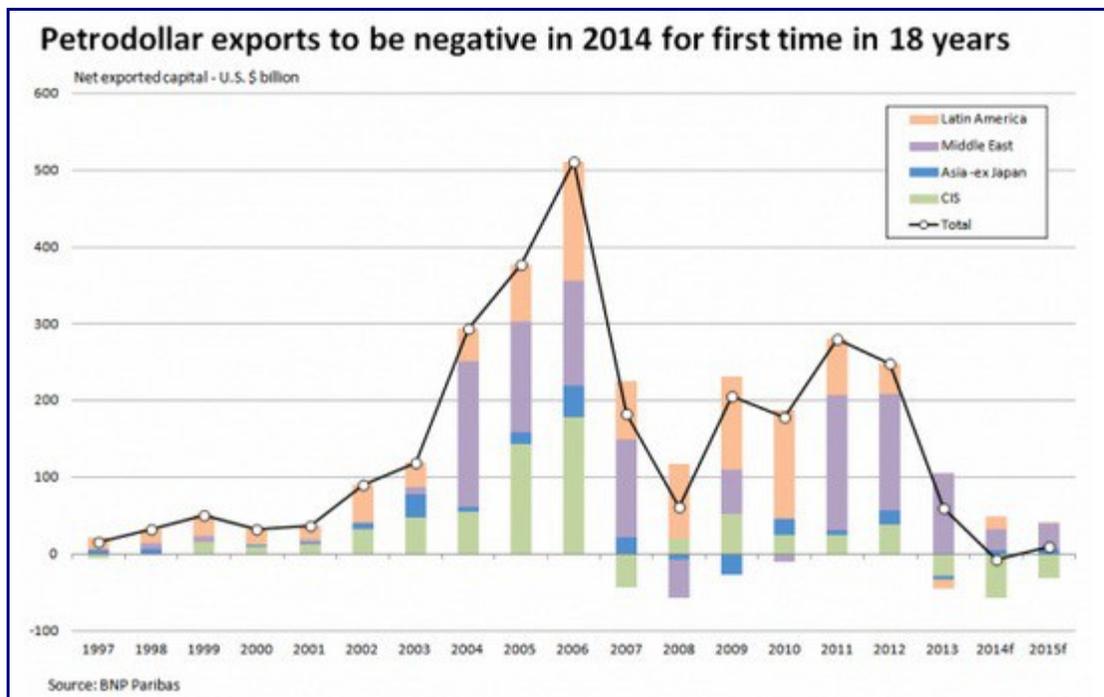
Le troisième plus grand producteur de pétrole de la Russie, a maintenant établi l'ensemble de ses ventes de brut vers la Chine en renminbi, dans le signe le plus clair que les sanctions occidentales ont entraîné une augmentation de l'utilisation de la monnaie chinoise par des sociétés russes. Les Dirigeants russes ont parlé de la possibilité d'un changement de la devise américaine vers le renminbi alors que le Kremlin a lancé une politique étrangère de «pivot vers l'Asie » en partie en réponse aux sanctions occidentales contre Moscou quant à son intervention en Ukraine, mais jusqu'à maintenant, il y avait eu peu de clarté sur l'ampleur du commerce qui serait réglé dans la monnaie chinoise.

Gazprom Neft, le bras armé pétrolier du géant gazier d'état Gazprom, a déclaré vendredi que depuis le

début de 2015, il avait vendu tout son pétrole pour l'exportation vers la Chine en renminbi , à travers le pipeline East Siberia Pacific Ocean .

Zero Hedge précise :

La chute des prix du pétrole brut a servi à accélérer la disparition du pétrodollar et en 2014, les pays de l'OPEP ont drainé des liquidités des marchés financiers pour la première fois en près de deux décennies:



Pour résumer : les sanctions économiques occidentales sur la Russie ont poussé les producteurs de pétrole domestique à faire leurs exportations de pétrole brut vers la Chine en yuan alors que le pétrole russe est à la hausse en pourcentage du total des importations chinoises de pétrole brut. Pendant ce temps, l'effondrement des prix du brut a conduit à la première sortie nette de pétrodollars sur les marchés financiers depuis 18 ans, et si les projections de Goldman se révèlent exactes, l'offre nette de pétrodollars pourrait baisser de près de 900 milliards de dollars sur les trois prochaines années. Tout cela vient alors que la Chine fait un effort concerté pour régler les prêts sur son fond d'infrastructure nouvellement créé, en renminbi.

Mettant le tout ensemble, le Petro-Yuan représente l'intersection d'un

pétrodollar mourant et d'un renminbi ascendant

Zerohedge

En plus de la vente de pétrole, un nouveau rapport a également confirmé que la Russie est en bonne voie pour régler presque tout de leur commerce en Renminbi , créant un scénario où les autres pays pourront bientôt dé-dollariser et ne plus avoir besoin de la monnaie américaine pour acheter de l'énergie, ou s'engager dans le commerce bilatéral.

Comme l'OPEP continue à utiliser les quotas de production comme un moyen d'attaquer la Russie et d'autres producteurs d'énergie, la puissance eurasiennne se défend en utilisant le pétro-yuan comme un levier pour piquer les clients de l'Arabie Saoudite, et bloquer les ramifications potentielles de sanctions américaines continues .

Et avec la Chine qui se prépare déjà pour un éventuel flottement du RMB alors qu'elle construit sa ceinture et sa route commerciale (Route de la Soie), **la bataille finale pour le contrôle de la prochaine monnaie de réserve mondiale est maintenant sur le devant de la scène, et le règne sans partage du pétro- dollar est maintenant arrivé à sa fin...**

Zerohedge – The Examiner – resistanceauthentique

<https://resistanceauthentique.wordpress.com/2015/06/09/le-petroyuan-est-ne-gazprom-regle-desormais-toutes-les-ventes-de-brut-a-la-chine-en-yuan-renminbi-en-cours/>

BAS LES MASQUES !

par François Leclerc 10 juin 2015

Que cherchent les créanciers de la Grèce, à nouveau engagés dans une sinistre comédie ? Non sans raison, Yanis Varoufakis les accuse dans la presse allemande de faire des négociations au finish une véritable guerre, après leur rejet sans autre forme de procès de nouvelles propositions grecques concédant notamment des augmentations douloureuses de la TVA. Le document issu de leur mini-sommet serait donc à prendre ou à laisser, leurs écrans de fumée dissipés, et le reste ne serait qu'habillage.

Afin d'exercer une pression maximum, ils font circuler depuis hier la rumeur

d'une annulation du rendez-vous prévu aujourd'hui entre Angela Merkel, François Hollande et Alexis Tsipras, tandis que Jean-Claude Juncker joue les outragés. Du haut de leur planète, de hauts fonctionnaires font des commentaires méprisants sur le thème « nous ne céderons pas ! », accusant les Grecs de jouer la montre et ne voulant rien d'autre qu'une réduction de leur dette. Dans le même ordre d'idée, on s'attend également à ce que la BCE durcisse les conditions d'accès des banques grecques aux liquidités d'urgence en augmentant la décote sur le collatéral qu'elles doivent fournir en garantie, signalant la fin de cette partie.

Pourquoi prennent-ils le risque – après tant de vaines spéculations sur la reconfiguration du pouvoir à Athènes, – d'un échec final des négociations dont ils vont avoir du mal à attribuer la responsabilité aux Grecs, maintenant que les pièces du débat sont sur la table et qu'elles apparaissent dérisoires au regard de ce qui est en jeu ? Ici, un quart de point du PIB d'objectif d'excédent budgétaire en plus ou en moins, là une forte augmentation de la TVA sur l'électricité touchant les plus démunis ou des coupes dans les petites retraites ? Et en face, une montagne de dettes qui ne pourront être remboursées, le pays s'enfonçant dans tous les cas – accord tel qu'il est conçu ou pas – dans la récession et la crise sociale ?

Seraient-ils finalement parvenus à la conclusion que l'équation qu'ils prétendent résoudre n'a pas de solution ? Que les moyens qu'ils veulent imposer afin de dégager les excédents bruts qu'ils assignent n'y parviendront pas ? Contre toute attente, les créanciers auraient-ils décidé de couper court, afin de ne pas s'engager dans un second round de négociations les opposant à des interlocuteurs tenaces n'ayant plus rien à perdre ? A moins qu'il ne s'agisse de marquer le rapport de forces, comme les derniers instants d'une passe frontale entre aviateurs, quand il ne faut pas flancher au risque d'une collision aux effets définitifs ?

Les plus hautes autorités font de très petits calculs.

P.S. : Margaritis Schinas, porte-parole de la Commission, a finalement fait savoir que « les dernières suggestions faites [par le gouvernement grec] ne reflétaient pas les discussions entre Messieurs Juncker et Tsipras », sans expliquer en quoi. Il serait question d'un quart de point d'excédent budgétaire pour cette année, si l'on a bien suivi ! Mais il a été plus explicite sur les raisons de l'insatisfaction de la Commission, dont il a fait part, définissant la

poursuite des discussions comme visant à « créer les conditions pour un accord unanime des 19 membres de la zone euro ». Vite, des noms !

BFM du 8 juin 2015 – La balance commerciale chinoise

Jun 8, 2015/ Vidéos des éconoclastes /par Olivier Delamarche

La balance commerciale chinoise : Olivier Delamarche VS Malik Haddouk

Une stabilisation en Chine ?

Au mois de mai les importations ont baissé de 18,1 % tandis que les exportations reculaient de 2,8 %.

Des chiffres qui selon Monsieur Haddouk sont la preuve d'un atterrissage en douceur.

Pour notre Econoclaste en revanche, rien n'a changé. Comme il le clame depuis plusieurs mois, la Chine n'est pas en aussi bonne posture que les gens veulent bien le penser. Les 7% de croissances du PIB chinois ne sont pas justes quand on prend les chiffres constituant le PIB un à un.

« Je vois que la Chine exporte de moins en moins tout simplement parce que les acheteurs [occidentaux] ne sont plus là. »

« On est d'accord que la Chine à 25 ans sera le pays qui s'en tirera probablement le mieux. [...] Aujourd'hui on a vécu pendant des années sur le fait que la Chine tirait le monde. Aujourd'hui on s'est aperçu que ce n'est pas vraiment ça. On a essayé de dire « bah oui il y a peut-être un changement de modèle ». On est sans arrêt dans la justification, on essaye de justifier l'injustifiable : c'est-à-dire qu'il n'y a pas les fondamentaux qui sont là. »
Mais les fondamentaux ne sont pas là.



Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-malik-haddouk-focus-sur-le-ralentissement-de-l-economie-chinoise-0806-549648.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-malik-haddouk-22-quel-serait-l-impact-d-un-grexit-sur-l-union-europeenne-0806-549683.html>

Quelles conséquences pour le Grexit ?

Selon Malik Haddouk, une sortie de la Grèce de la Zone Euro (Grexit) ne pourrait pas avoir lieu sans impact sur les pays de la Zone Euro. De plus, toujours selon Malik Haddouk « un défaut grec entraînerait une sortie massive de flux de la Zone Euro » et pas uniquement de la Grèce avec en prévision « 20 % de baisse » sur les marchés « en cas de sortie. »

« Il n'y a plus rien » pour Olivier Delamarche. La Grèce ne pourra pas rembourser ses créanciers. De plus, « 400 millions d'euros sortent tous les jours des banques grecques » ce qui représente 6 milliards soit 3.5% du PIB en trois semaines.

« Aujourd'hui vous avez pas loin de 30% du PIB qui est sorti de Grèce. Les banques grecques sont en faillite. Il suffit juste de savoir à quelle date ils vont vous l'annoncer. C'est tout. »

Le problème aujourd'hui de plusieurs pays européens comme la Grèce ou le Portugal, c'est que ces pays ont emprunté pour pouvoir rembourser leurs emprunts précédents. L'élection d'Alexis Tsipras pour notre Econoclaste est une bonne chose dans le sens où il fallait arrêter de toute manière ce cycle néfaste qui ne faisait que s'amplifier.

Des meilleurs chiffres de l'emploi américain

Les chiffres de l'emploi américain récemment sortis frôlent les 300 000 créations de poste. Néanmoins, ce n'est toujours pas suffisant. Pour Olivier Delamarche on retombe dans des tentatives de justification concernant les niveaux de marché qui sont « injustifiables. » En effet, l'argent étant toujours fourni de manière abondante, les marchés ne prennent pas en compte ces chiffres là.

« Le QE est fait pour gonfler des actifs boursiers et pour essayer de ruiner la *middle class* américaine et la *middle class* occidentale. »

Concernant en détail les emplois américains, ces nouveaux emplois sont en grande partie des mi-temps sur des postes à très petit salaire (barman, etc.) « Vous êtes toujours à 93 millions de gens qui ne travaillent pas et qui devraient et qui pourraient le faire. »[1]

« Notre société va mal ! »

Charles Sannat 10 juin 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je voulais aujourd'hui m'éloigner un petit peu de l'économie. Ce que je vais vous dire et vous démontrer s'applique pourtant également à toute la sphère économique, et nous aurions tort de croire qu'en économie aussi les repères ne sont pas brouillés.

En réalité, depuis quelques années, tout s'est brouillé : on vous explique que tout se vaut, on vous fait croire n'importe quoi et même l'incroyable, et si vous le refusez, vous êtes au mieux un bon vieux réac, au pire vous serez un fasciste ou un « phobe » quelque chose.

Pourtant je le dis avec force, tout ne se vaut pas et c'est tant mieux. Une monnaie papier basée sur la dette ne vaudra jamais un métal précieux. Jamais. Néanmoins, on arrive à vous faire croire le contraire, on vous explique que l'or est une relique barbare, on vous dit même doctement que l'or ne rapporte rien... au moment même où les taux d'intérêt deviennent négatifs... Hallucinant.

Toutefois, les faits et la réalité sont têtus. Il ne fait aucun doute qu'à force de

croire que tout se vaut, de penser que tout est identique, d'imaginer que tout est simple ou facile, nous finirons par heurter de plein fouet le principe de réalité, et croyez-moi cela fera mal. Ce sera douloureux pour toutes celles et ceux qui vivent dans un rêve et dans une société qui n'a jamais été autant fantasmée.

Je parcourais l'actualité, les articles, la presse et d'un coup, voilà le paradoxe immense qui m'a sauté aux yeux.

Le « lanceur de chat » condamné à un an de prison ferme

Voici ce que nous raconte un article du *Figaro*.

« Le «lancer de chat» n'est pas resté impuni. Farid G., 24 ans, a été condamné à un an de prison ferme pour avoir violenté un chaton en le jetant contre la façade d'un immeuble des quartiers nord de Marseille. Jugé en comparution immédiate ce lundi, le prévenu a affirmé regretter son geste et ne pas comprendre ce qui lui était passé par la tête.

Le 22 janvier, «Farid de la Morlette» avait publié sur son profil Facebook deux vidéos qui ont suscité l'ire des internautes. On l'y voit en train de saisir un petit chaton blanc et roux et le lancer brutalement en l'air, à près d'une dizaine de mètres du sol. Le jeune homme récidive : il attrape le chaton par la peau du cou et le jette violemment vers un immeuble. Le petit animal s'écrase alors contre le 2^e étage du bâtiment et retombe lourdement sur le sol en béton. Prostré, le chaton ne s'enfuit pas quand «Farid de la Morlette» le saisit pour le jeter avec dédain dans les buissons.

Ces deux vidéos ont été projetées au tribunal de grande instance de Marseille, où plusieurs centaines de personnes se sont massées pour assister aux débats. Selon *La Provence*, «le prévenu a gardé les yeux au sol, écrasé par la honte et une centaine de regards réprobateurs». Le procureur de la République a dénoncé «une perversité sadique» et «l'absence de toute barrière morale». «Les animaux ne sont pas de vulgaires objets, ce sont des êtres vivants dotés de sensibilité», a-t-il argué.

Près de 200 personnes ont manifesté devant le tribunal pour réclamer une peine exemplaire. »

Carcassonne : il écope de 4 mois ferme pour avoir agressé sexuellement ses enfants

Voici un autre article concernant l'agression sexuelle de plusieurs enfants publié dans *L'Indépendant*.

« Un homme de 35 ans a été condamné à 4 mois de prison ferme hier, après avoir été reconnu coupable d'agressions sexuelles sur sa fille et son fils par le tribunal correctionnel de Carcassonne.

Originaire de Normandie, il devra, en outre, verser la somme de 2 000 € à chacune des petites victimes au titre du préjudice moral subi. Sans oublier son inscription au fichier des délinquants sexuels à laquelle le tribunal a fait droit.

Pour mémoire, lors de l'audience de jugement qui s'était tenue le 7 avril dernier, le parquet avait requis une peine de 2 ans avec sursis assortie d'une mise à l'épreuve avec une nécessaire obligation de soin, et une révocation de l'autorité parentale. »

Tout ne se vaut pas et l'oublier c'est se complaire dans une crise multiple dont nous serons incapables de sortir

Que les défenseurs des animaux hurlent autant qu'ils veulent sans même lire ce que j'ai à dire, puisque nous vivons dans un monde d'invectives, de « clash » organisés et mis en scène pour occuper le temps de cerveau. Pourtant, je veux croire que l'on puisse encore penser.

Toute violence faite aux animaux est stupide mais cessons de croire que notre société est gentille avec les animaux, notre société les « bouffe » les animaux, les massacre, consciencieusement, tous les jours, les torture...

Quelle différence entre ce que qu'a fait ce jeune homme, et qui était stupide mais qui ne fait pas de lui ni un nazi ni un mangeur d'enfants, et tous les « viandards » de France (dont je fais partie) et qui ne se refusent ni un bon blanc de poulet, ni un bon steak... Vous croyez que ça pousse gentiment dans des usines les steaks ? Vous croyez qu'il y a une différence entre un chat, un chien et une vache, un cochon, un veau ou un chat ? Et la poule... c'est très sensible une poule (et je le dis pour de vrai). La vie d'une poule vaut-elle donc moins que celle d'un chat ? Accepter ce raisonnement signifie que des animaux peuvent être massacrés et d'autres pas. Ce serait une sorte de racisme animal.

Alors oui je le dis avec force, si jeter un chat n'est pas admissible et que cela mérite une sanction, je remarque qu'il vaut mieux agresser sexuellement ses enfants que frapper un chat.

La peine est 3 fois plus faible pour un enfant que pour un animal.

Mais le pire c'est que pour ces enfants, personne ne s'est déplacé... Pour le petit chat, les bonnes âmes, qui mangent pourtant de la viande plusieurs fois par semaine, étaient au moins 200.

Le petit chat a été soutenu. Pas ces enfants.

Normal ? Disons que ce que vous voyez là est la parfaite image de notre société sans repères où tout se vaut. Où l'on a oublié ce qu'est la notion d'assurance, où l'on ne sait plus ce qui doit relever de la solidarité ou de la responsabilité personnelle, où l'on ne sait même plus reconnaître une connerie de gosse – fut-elle relativement grave – avec un viol multiple d'enfants, où la société ne sait plus punir, où la société ne sait plus mesurer, étalonner ou quantifier.

Nous devons comprendre que lorsqu'une société perd à ce point ses propres repères, rien ne peut plus venir la sauver, car quand tout est brouillé à ce point-là, plus aucun constat ne peut être fait, plus aucune solution proposée dans un cadre intellectuel.

Non, nous sommes à l'ère de l'indignation « Facebook » et des réseaux sociaux. Ce pauvre bougre, crétin s'il en faut, était déjà condamné avant même d'arriver au tribunal car la populace 2 point zéro, comme il faut dire (2.0) pour être moderne, avait déjà voté en « likant » (en aimant) les pages Facebook qui dénonçaient le massacre du chat.

Aucune page Facebook pour ces enfants. Aucune. Et pour tout vous dire, je me méfie plus de ceux qui aiment tant les animaux qu'ils en oublient l'amour qu'ils doivent à leur prochain que des abrutis pas sympas avec un chat qui ne deviendront pas forcément des psychopathes en puissance.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[Le ministre grec des Finances appelle à un compromis commun avec les donateurs à Berlin](#)

Les Grecs ont fait parvenir à nouveau un texte avec de nouvelles propositions

aux autorités européennes qui ne veulent toujours rien entendre.
Je pense que le message est clair, acceptez toutes les souffrances que nous vous infligerons ou sortez de la zone euro.

L'intransigeance allemande est en réalité une demande qui ne dit pas son nom de sortie de la Grèce de la zone euro. En gros, soit la Grèce accepte tous les diktats allemands et l'Allemagne peut tolérer sa présence en zone euro, soit elle sort et à ce moment-là, cela va créer un précédent qui montrera que l'euro n'est pas irréversible.

Dans tous les cas, la Grèce est en faillite et ne pourra pas remonter la pente.

Charles SANNAT

Chine : l'Indice des prix à la production en baisse de 4,6 % en mai

Une nouvelle preuve du fort dynamisme économique qui traverse la planète... Les prix à la production en Chine baissent de 4,6 % en glissement annuel... Autant dire que ce n'est pas rien.

Alors vous la voyez la reprise économique ? Parce que Hollande, lui, la voit mais il est bien le seul !

Charles SANNAT

LES TURCS SE METTENT DE LA PARTIE

par François Leclerc 9 juin 2015

N'y aurait-il qu'un pas à franchir de la Grèce pour rejoindre la Turquie et l'Espagne ? Le grand vainqueur des élections turques de ce week-end dernier a été le HDP (parti démocratique des peuples), que l'on compare déjà à Syriza et Podemos, rapprochant ainsi le pays d'une Union européenne dont il ne fait pas partie. Et son leader Selahattin Demirtas rejoint Alexis Tsipras et Pablo Iglesias, en raison notamment de son ouverture et sa simplicité.

Cette victoire peut sembler paradoxale, car le HDP n'a recueilli que 13% des voix, en forte progression électorale, mais elle provient du rassemblement opéré avec succès entre son électorat kurde d'origine et des minorités de toute nature, féministes, homosexuelles, écologistes, roms, yazidis et chrétiens... Occupant un vide, le HDP est devenu l'expression d'une gauche plurielle dans la continuation du mouvement du parc de Gezi de 2013 qui

avait été l'occasion d'une opposition massive et prolongée à la politique de Recep Tayyip Erdogan, le président turc.

Le HDP peut se prévaloir d'avoir largement contribué à faire sombrer les ambitions de ce dernier, qui cherchait à obtenir une majorité renforcée lui permettant de faire voter une révision constitutionnelle instaurant à son intention un régime présidentiel fort. Ce faux-pas qu'il n'attendait pas donne une grande bouffée d'air aux nombreux Turcs qui en avaient tant besoin, voyant depuis des années de règne incontesté de leur président mégalomane leur société dériver sous la férule d'un conformisme islamique rétrograde et pesant.

Rompant avec les caciques usés d'une opposition turque figée dans le passé, le HDP ne cristallise pas seulement un rejet électoral significatif d'Erdogan – dont le parti conserve 40% des voix, mais en perd 2,7 millions – il va également à la rencontre des aspirations d'une société turque moderne qui ne veut pas de la chape de plomb islamiste et qui revendique la paix en référence au Kurdistan turc.

Minoritaire à l'assemblée, le parti présidentiel AKP est désormais contraint de rechercher un accord de coalition, à moins que ne soit préférée la solution d'un gouvernement minoritaire. Mais la voie royale que son président s'était tracée est barrée. Le mouvement de Genzi a trouvé sa continuation et pris sa revanche, en dépit des multiples provocations et attentats dont l'HDP a été la victime, et de la mobilisation des moyens de l'État et de la télévision en faveur de l'AKP.

Les deux erreurs de la gestion de crise

Posté le 10 juin 2015 par Bruno Colmant

La problématique de la zone euro résida dans l'ambiguïté suivante : pour sauver l'euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) dut, dans un premier temps, faire de l'euro une monnaie trop forte afin d'en assurer la crédibilité internationale, au prix d'un désastre en matière socio-économique et d'un taux de chômage effarant qui embrasa le Sud de l'Europe. Tous les pays du Sud s'effondrèrent donc devant cette monnaie trop forte, qui ne reflétait en rien leur typologie.

La BCE aligna donc sa politique monétaire sur celle du Deutsche Mark afin

de lui en adosser les attributs, c'est-à-dire celles d'une économie exportatrice qui est capable de surmonter la force de sa monnaie par des gains de productivité encore plus importants. Malheureusement, une monnaie trop forte entraîne un phénomène récessionnaire et déflationniste qui conduisit finalement la BCE à déposer les armes de la contraction monétaire et à mettre en œuvre un immense programme de création monétaire (ou assouplissement quantitatif).

Sous l'angle budgétaire, l'Union Européenne s'inscrit dans une même logique restrictive que la BCE, imposant, sous l'impulsion allemande et ses relais de la Commission Barroso, un Pacte de Stabilité et de Croissance destiné à expurger les déficits et les dettes publiques. Ce plan est une erreur circonstancielle. Nonobstant le fait que la réalité contredira son postulat et que les forces démocratiques le réfuteront, c'est une erreur de contracter le rôle de l'État en période de récession. Bien sûr, il s'en trouvera pour affirmer que la faiblesse de l'économie est un moment de vulnérabilité appropriée pour affaiblir les forces productives, mais ceux-là sont peu imprégnés des réalités sociales et surtout de l'idéal collectif. Il faudrait surseoir à l'application du Pacte de Stabilité et de Croissance pendant quelques années. Cela relève d'un débat politique.

La guerre contre le cash, Seconde partie

Bruno Bertez 10 juin 2015

Nous vous conseillons de relire la première partie et l'encadré pour la bonne compréhension de l'analyse .

La suppression des espèces fait partie de ces rumeurs qui se propagent d'autant plus et d'autant plus vite qu'elles correspondent à une bribe de réalité et de rationalité. Il y a bien, au niveau mondial, une campagne, une guerre contre le cash. Comme presque toutes les rumeurs, elle correspond presque à une attente. Les idées ne naissent pas de la pression atmosphérique, il n'y a pas de création spontanée. Les idées sont dans l'air et il y a toujours quelqu'un pour les saisir. Ou les ressortir, car toutes les idées que nous évoquons ont été testées lors de la grande crise des années 30. Ceci signifie que l'idée du bannissement des espèces a une origine et qu'elle correspond à une histoire ; histoire des idées, histoire de l'économie réelle, histoire des progrès de la technologie.

L'idée du bannissement du cash est une enfant de la crise, laquelle se définit comme crise financière déflationniste issue de l'accouplement entre l'excès de dettes et l'excès de progrès des processus de production de richesses. Tout coûte moins cher à produire, mais comme on l'a financé à crédit, le montant des dettes pèse d'un poids relatif accru. Le progrès des techniques et des échanges crée un monde déflationniste, comme ce progrès a été financé par la dette et non par l'épargne en fonds propres, la dette ne peut plus être honorée, car les prix baissent. C'est le surendettement et la crise est le révélateur de ce surendettement. La crise se manifeste par un ralentissement de la vitesse de circulation de la monnaie. La vitesse de circulation de la monnaie n'existe pas, c'est une abstraction réifiée, mais peu importe, utilisons le concept pour l'exposé. Donc selon nos Maîtres, si la crise se manifeste par le ralentissement de la vitesse de circulation de la monnaie, le remède de nos docteurs Diafoirus, c'est... de l'accélérer. Pour accélérer la vitesse, on a un truc ; il suffit de faire de l'inflation. En effet, quand il y a de l'inflation, a remarqué notre bon docteur Keynes, les gens se débarrassent de leur monnaie. Donc il faut faire de l'inflation monétaire, il faut institutionnaliser la perte de valeur de la monnaie. C'est pour cela que nos Banquiers Centraux ne cessent de pleurnicher pour obtenir une inflation minimum de 2%. Mais si la cause de la déflation est ... la baisse des prix par la concurrence étrangère des pays à bas salaire et le progrès des technologies, alors on n'arrive pas à fabriquer cette inflation de 2%. La solution de Keynes ne fonctionne pas. Il y a une autre solution qui avait été proposée par un rival de Keynes, c'est le « demurrage », de Sylvio Gesell. Le demurrage réalise l'inflation en tant que perte de valeur de la monnaie artificiellement, c'est à dire à la main. Le demurrage consiste à imposer un taux négatif à la monnaie, à taxer sa détention, à instituer un « carrying cost ». La monnaie demurrée perd de sa valeur avec le temps comme avec l'inflation. Pour demurrer, il faut un système simple, informatisable, peu coûteux. Et ce système simple, on ne peut le mettre en œuvre que si tous les avoirs de gens sont... bloqués à la Banque. Car si on peut retirer son argent et exiger son cash, sa LTM, alors on échappe au demurrage et la mesure est inefficace. Vous avez tout compris.

La crise de surendettement a constitué un révélateur de la fragilité du secteur bancaire sous le régime du « fractionnal banking ». Autre nom de la pratique bancaire de la multiplication des pains. Les déposants, alarmés par les pertes des établissements bancaires, se sont précipités afin de retirer leur argent, ce

qui a rendu les banques encore plus vulnérables et fragiles. Toutes les banques sont sujettes à ce risque de retraits collectifs, on appelle cela des ruées, « runs ». Compte tenu de la situation réelle du secteur bancaire mondial, lequel n'est solvable et liquide que grâce à la lévitation des marchés financiers, la probabilité de « runs » dans le futur est grande. C'est ce qui explique que les banques soient très en faveur des limitations de l'usage du cash, elles y voient l'avantage de pouvoir ne pas répondre aux demandes d'espèces en cas de difficultés majeures et de se mettre ainsi à l'abri de la menace des « runs ». L'idée de limiter, voire de bannir le cash, est venue de là, les banques veulent se mettre à l'abri de demandes d'espèces qui feraient ressortir leur insolvabilité et leur absence de liquidité. Elles veulent continuer à spéculer, à mal gérer et à verser des bonus, sans risquer la sanction suprême, la fuite des déposants. Vue sous cet aspect, la guerre contre le cash est une guerre contre la liberté des déposants de retirer leur argent. C'est une restriction de liberté qui ne dit pas son nom. C'est un moyen d'assurer l'impunité des banquiers. En Suède, précurseur en la matière, les trois quart des banques majeures n'acceptent plus le cash et n'en délivrent plus. L'impunité est en quelque sorte garantie. Presque.

La guerre contre le cash suit également un autre cheminement, mais bien sûr, il y a convergence avec celui qui est décrit ci-dessus. La GFC, la Grande Crise Financière a muté en Grande Crise Economique, la GEC. En menace de récession ou de déflation. Les Banquiers issus du MIT appellent cela « une insuffisance de la demande globale ». Pour soutenir l'activité, selon eux, il faut créer de la demande artificielle par les moyens connus du keynésianisme et donc par le crédit et la stimulation fiscale. En clair, pour prolonger le système, on crée encore plus de dettes. Pour faire absorber la dette, on imprime plus de monnaie. Le faible rendement de la création monétaire, la mauvaise transmission, comme l'on dit, de la stimulation monétaire joints au gonflement dangereux de la masse de cash produit une réflexion sur le cash. Le cash devient pour tout le monde le mistigri dont il faut se débarrasser. Le rendement des actions de stimulation est faible, on dit que l'on pousse partiellement sur une corde. L'argent ne va pas là où on aimerait qu'il aille. Comment faire pour que les gens se décident à obéir et à faire ce que l'on veut qu'ils fassent. On veut que cet argent, ils le mettent dans le circuit économique, on veut qu'il tourne, qu'il travaille. Or, la vitesse de circulation de cet argent ralentit au fur et à mesure que l'on en crée. Il y a trop d'argent

qui dort d'une certaine façon. On le met au parking, soit dans les placements sans risque, soit on le laisse dans les comptes de dépôts bancaires. Comme il y en a trop, les taux des emplois deviennent nuls, puis négatifs, et les individus et institutions songent à le retirer des banques car les banques menacent de reporter les taux négatifs sur les dépôts. Ceci conduit les agents économiques à retirer leur argent des banques et à le stocker chez eux sous forme d'espèces. Ce mouvement est considéré comme non souhaitable, la Banque Nationale Suisse a été jusqu'à stigmatiser ceux qui l'effectuaient et à les qualifier de mauvais citoyens. On devine la suite, elle est logique, il faut envisager de pénaliser ceux qui conservent leurs capitaux sous formes d'espèces et donc il faut les menacer. Voilà l'origine de la rumeur sur le bannissement des espèces. Il y en a d'autres, mais elles sont toujours plus ou moins du même tabac, il faut pénaliser les agents économiques et les mauvais citoyens qui cherchent à défendre le produit de leur travail ou de leur industrie, il faut les punir. Il y a un lien organique entre les taux zéro, les taux négatifs, la demande d'espèces et la volonté de punir ceux qui n'acceptent pas d'être spoliés. La spoliation monétaire doit compléter la spoliation fiscale. Il faut punir les citoyens car les banquiers et les Gouvernements ont fauté.

Les réflexions sur le cash et les espèces sont des enfants du keynésianisme confronté à ses échecs. C'est l'illustration de la loi qui gouverne les esprits socialistes : si cela ne marche pas, c'est parce que l'on n'en a pas fait assez. Au lieu d'être un désaveu, l'échec est un encouragement à aller encore plus loin. Accessoirement, se vérifie une autre idée qui est que le système capitaliste se sauve, dépasse ses contradictions, se reproduit en se pervertissant, en acceptant de plus en plus de socialisme. Le capitalisme se sauve, les classes ultra capitalistes se sauvent en allant non vers le capitalisme d'Etat, comme on l'a cru dans les années 60, mais en allant vers le capitalisme financier, vers le dirigisme financier. Les classes ultra-capitalistes sauvent leur liberté de jouer au Monopoly mondial en sacrifiant celles des classes moyennes et petites.

Une fois posés l'historique et la dialectique qui a produit l'Idée, il faut se poser la question de savoir pourquoi cette idée rencontre un certain succès. Si une idée « prend », c'est qu'elle sert certains intérêts tout en rencontrant des circonstances favorables ; rencontre d'une logique et d'une opportunité.

Les modes de paiement modernes évoluent et la tendance est, comme dans tout ce qui nous touche, la tendance est à l'abstraction, à la dématérialisation. Il n'y a là rien que de très normal, c'est la conséquence du progrès des technologies, de la digitalisation, des facilités de transmission et de l'intégration des processus.

Par ailleurs, la prédation fiscale accélère. Les besoins des Etats pour satisfaire les demandes des usuriers/banquiers /marchés et celles des assistés ne cessent de croître. Les Etats préfèrent spolier, prélever et confisquer plutôt que réduire leurs dépenses. Réduire les dépenses, pour la classe politique, c'est réduire son pouvoir. Peu importe que l'on pourrisse la vie des gens, qu'on les contrôle, qu'on les culpabilise, que l'on entretienne la frilosité, on a toujours un bon argument : la lutte contre les inégalités, la soi-disant morale fiscale. Les mesures concrètes, comme la limitation des dépenses en espèces selon les montants et les types de paiements, en sont un bon exemple. En passant, disons qu'elles sont d'une efficacité nulle s'agissant de la vraie fraude, il suffit de se rendre en Espagne pour s'en rendre compte. Comme toutes les mesures policières, elles ne gênent que les honnêtes gens et le menu fretin.

Enfin, il y a l'autre tarte à la crème, base de l'évolution scélérate de nos sociétés, la sécurité. Dans une société de vieux, de vieillards avant l'âge, il est toujours facile de faire passer de nouvelles mesures qui se présentent comme sécuritaires. Les pouvoirs de droite et de gauche utilisent à grande échelle l'argument sécuritaire pour contrôler leur population civile. Ici, il faudrait mettre en place le grand Panopticon, celui qui permet de surveiller tout le monde et de voir ce qu'il fait avec son argent. Tout le monde finance les extrémistes, n'est-ce pas? Les nouvelles lois en Grande Bretagne sont des lois scélérates qui permettent de bafouer toutes les libertés sous prétexte arbitraire et non défini, d'extrémisme. Etre extrémiste, c'est déjà être délinquant!

Il y a une autre raison que nous citons pour... son ridicule. En Suède, le porte parole des banquiers anti-cash a osé déclarer que le refus de délivrer et de manipuler le cash était justifié par le souci de sauver la planète, le transport de cash coûte prétend-il 11 milliards Krona et produit 700 tonnes de dioxyde de carbone...

Donc, il y a convergence, surdétermination, pour constater une tendance et l'amplifier.

Cette tendance, c'est la tendance à la surveillance des mouvements d'argent, des mouvements de fonds. A ne pas confondre avec la surveillance et le contrôle des mouvements de capitaux, car là, les Kleptos qui nous gouvernent ne sont pas d'accord. Leurs capitaux doivent être libres, ils doivent pouvoir se déplacer de zones favorables en zones laxistes, de zones franches en zones encore plus franches. C'est d'ailleurs pour que les kleptos puissent continuer de jouir de la liberté de leurs mouvements de capitaux et de l'ouverture des frontières que toutes ces mesures sont prises. Il s'agit de mieux contrôler le petit peuple pour que les ploutocrates puissent rester libres.

Récemment, des intellectuels au service de la ploutocratie, employés par les banques TBTF (Citi, Deutsche Bank) ont défendu une idée plus vicieuse. Puisque l'on ne réussit pas à orienter les liquidités et la création monétaire là où on désirerait qu'elles aillent, autant en prendre le contrôle. Grâce à ce contrôle, on peut mettre en place des systèmes très efficaces, il n'y aura plus d'échappatoire, plus de « fuite » dans le système si on bannit le cash. Pour en prendre le contrôle, il faut d'abord supprimer les alternatives, il faut que l'on ne puisse échapper au dirigisme centralisateur des Maîtres.

On crée de la monnaie Banque Centrale, cela on sait le faire, mais cette monnaie fait ensuite ce qu'elle veut, car elle reste libre, elle n'a pas de fil à la patte. Par la manipulation des taux, du risque, de la psychologie, on parvient à la faire se déverser sur les marchés financiers, à lui faire prendre des risques de destruction, mais cela ne suffit pas, beaucoup de gens refusent de tomber dans le piège. Alors on menace les dépôts bancaires, on dit que l'on va pouvoir les bloquer, les convertir, les amputer, mais cela ne suffit pas encore car il y a des fuites, des retraits du système bancaire. D'où l'étape suivante, il faut aussi faire peur aux détenteurs de cash, ceux qui le mettent en coffre ou sous leur matelas. Ainsi la boucle sera bouclée.

La suppression du cash est totalement irréaliste dans un monde ouvert, digitalisé, réseaux-socialisé, Elle est impraticable et dangereuse.

Il y a une marge entre limiter les usages du cash et le bannir. Car le cash correspond à une fonction et à une nécessité qui vient du bas, des hommes, des utilisateurs. C'est la société qui produit ce qu'elle considère comme monnaie. Les banques et les Gouvernements ne produisent que des « currencies ». Beaucoup d'usages de l'argent sont simplement mouvements de digits. Mais il y a des usages irréductibles. Comme la conservation de

valeur libre, de valeur en soi, de possibilité de choisir et de conserver son statut social. Il y a des usages de la monnaie qui sont liés à l'identité, à sa propre souveraineté, à la propriété. Et là, on est dans le vital. On est dans ce pourquoi les gens ont, dans l'histoire, donné leur vie.

Ce sont les hommes qui produisent la monnaie en dernier ressort. Ce sont eux qui donnent statut de monnaie à un bien, à un signe, à un symbole. Ce sont les hommes qui en font l'équivalent général dans le temps et dans l'espace. La fonction de jetons, d'intermédiaire dans l'échange des marchandises, n'est pas vitale. Elle peut être dématérialisée sans que cela soit très scandaleux ou très gênant.

Ce ne sont pas les Gouvernements ou les Banques Centrales qui président au mystère historique, de la monnaie, de ce qui fait que quelque chose est « monnaie ». Les apprentis sorciers se font des illusions sur leur pouvoir, ils croient que, parce qu'ils maîtrisent les moyens monétaires, ils maîtrisent le concept, l'idée de monnaie, l'empreinte que la monnaie laisse dans l'esprit des hommes.

Nos idiots croient aux illusions qu'ils manipulent. Ils n'ont pas compris que le statut miraculeux de « monnaie » est ailleurs, dans cet ailleurs que l'on ne peut nommer, que l'on ne peut qu'approcher par des mots comme « confiance », « crédibilité », « croyance ». Ils oublient qu'à l'origine de la monnaie, il y a les temples (le temple de Minerve), les lieux de culte, il y a quelque chose de divin qui ne disparaîtra jamais dans l'empreinte que la monnaie laisse dans l'esprit des hommes. Ces mots de confiance et autres sont des ersatz, à peine utiles pour les jeux des modèles mathématiques qui ont remplacé la pensée et la réflexion. Ce sont des mots qui, précisément, induisent en erreur parce qu'ils sont un masque, un refuge de notre ignorance. Peu de gens sont capables de comprendre que la monnaie, les espèces, l'or, sont une trace indélébile dans l'esprit des hommes. Que derrière l'apparente simplicité de ce que l'on voit, il y a des siècles de formation de l'esprit de l'homo economicus.

Le pouvoir d'adaptation et de création des hommes, des individus est infini, dès lors qu'ils sont motivés, dès lors qu'ils y ont un intérêt vital. Et là, avec la monnaie, on est dans les intérêts vitaux. La monnaie sert à autre chose qu'à effectuer des règlements et des transactions, elle a de multiples fonctions qui sont considérées comme indispensables, même si on ne les utilise que

rarement. Moins souvent que l'on ne paie le pain. Demandez aux juifs qui devaient payer pour avoir de droit de sortir d'Allemagne lorsqu'Hitler a pris le pouvoir. La fonction crée l'organe et il en sera ainsi si on touche aux fonctions essentielles de la monnaie. Surtout dans un monde où les frontières de la technologie sont sans cesse repoussées. La technologie produit dialectiquement à la fois la servitude et les moyens de se libérer.

Nos Zozos feraient bien de lire et de relire les périodes de l'histoire où ce genre de question s'est posée, ils verront que les hommes, les individus, ont toujours trouvé une solution. Si vous voulez remplacer les espèces, le cash, par autre chose qui sera forcément imposé, donc moins désiré, alors une autre monnaie qui accomplira les fonctions de libre choix et de liberté, naîtra. Et elle chassera la monnaie des Maîtres. Qui ne voit que le bannissement de la monnaie serait perçu comme une régression, comme une sanction, comme un symptôme de crise, de rechute et donc comme la révélation au grand jour de l'échec des dirigeants. Qui ne voit l'incidence que cela aura sur leur légitimité déjà bien brinquebalante. Au passage, elle bousculera leur ordre et balayera le pouvoir qu'ils se sont octroyé depuis la naissance des Fiat Moneys.

Pour toutes ces raisons et surtout la dernière, la question du bannissement du cash est un épouvantail, une manipulation qui se situe dans le prolongement de la répression financière, dans la suite logique des taux zéro et négatifs, dans la suite des menaces sur les dépôts et de la disparition des alternatives. On ne peut s'empêcher de penser à ce qu'il en est advenu de cette autre tentative, celle de bannir l'or de la sphère des valeurs. Il est revenu comme une vengeance, il est accumulé en Asie, là où sont la vraie richesse et la volonté de puissance. Les richesses passent toujours de ceux qui y ont titre à ceux qui y ont droit, et le droit, c'est celui du plus fort.

Tout cela, c'est un fil de propagande et de dirigisme sur lequel on tire, mais plus on s'éloigne du point de départ initial, plus on s'enfonce dans le fantasme de la répression financière généralisée, moins cela devient réaliste et crédible. Il suffit de s'interroger sur les moyens à mettre en place pour interdire aux gens de détenir un autre cash, un autre numéraire, que celui qui est banni. Il faudra, de proche en proche, tout fermer, tout boucler!

Il restera encore une étape dans le délire des socialistes keynésiens, bizarre qu'elle ne soit pas évoquée. On parle de bloquer les coffres forts, d'envoyer

des argousins, mais personne n'a encore évoqué l'arme suprême, la conversion, l'échange obligatoire des billets. En attendant, ils peuvent toujours tester une idée qui ira dans cette direction et qui donnera satisfaction aux bien-pensants : supprimer les grosses coupures, ne laisser en circulation que les petites, ce qui compliquera la tâche des fraudeurs et des thésauriseurs. Est-ce une bonne idée ? On pourrait le penser, mais pas tout à fait. Car dans les pays qui pratiquent la fraude à grande échelle comme l'Italie, on fabrique des blocs d'argent cash qui contiennent une somme déterminée, cette somme est dans un emballage scellé que l'on n'a pas besoin d'ouvrir. La transmission s'effectue sur la base de la « confiance ». Il y a même des juges de paix pour trancher et arbitrer en cas de litige et d'irrégularité.

Voilà une idée que nous suggérons aux Maîtres s'ils veulent hâter leur propre défaite, grâce à elle, ils dévaleront la pente plus vite !

Les jeunes traders et la hausse des taux



Tim Iacono
Iacono Research

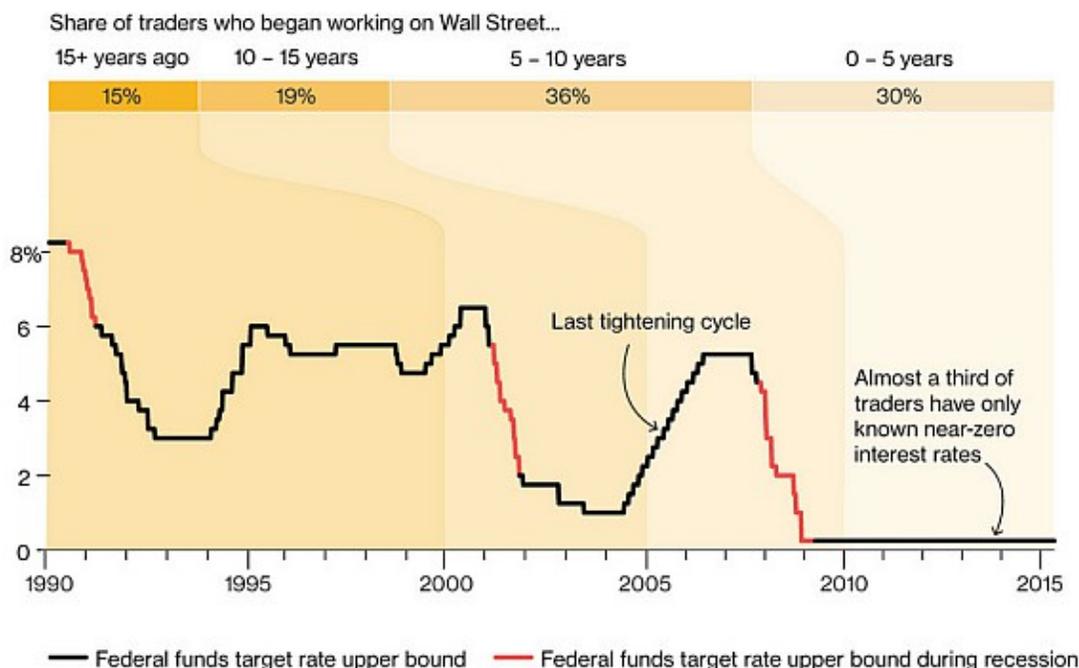
Publié le 09 juin 2015

Un autre rappel de la distinction qui existe désormais entre le monde financier et ce que nous pourrions considérer comme normal nous a été apporté par cet [article](#) de Bloomberg, qui se demande comment les nouveaux arrivants à Wall Street – qui ne connaissent rien d'autre que les taux d'intérêt à zéro pourcent – pourraient réagir à la première politique de resserrement de la Fed en une décennie, qui devrait être mise en place un peu plus tard cette année.

Je ne me fatigue jamais de voir les « petites décisions » prises par l'ancien gouverneur de la Fed, Alan Greenspan, en 2004-06, en vue de la « normalisation qui a pu porter de nouveau les taux d'intérêt à la normale tout en donnant vie à **la plus grosse bulle sur les actifs de l'Histoire humaine** ».

Fed Rate Hike Is a Coming of Age for Wall Street

As the Federal Reserve prepares to raise rates, inexperienced traders will have to tackle markets without the central bank's artificially-low interest rates for the first time.



Le fait qu'un-tiers des traders de Wall Street ne connaisse rien d'autre que les taux d'intérêt à zéro pourcent sera le dernier des problèmes du monde financier si les taux grimpaient « trop peu pendant trop longtemps », et que les banquiers centraux n'admettaient jamais qu'ils aient pu jouer un rôle dans les bulles sur les actifs.

[La quête de l'Équilibre chinois passe par les armes](#)

Par Lars Henriksson 9 juin 2015 | [La Rédaction](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Il y a quelques jours, une réunion très spéciale a eu lieu à Singapour — une conférence sur la sécurité appelée “**Shangri-La Dialogue**”.

Créée en 2002, cette conférence est l'occasion pour les ministres de la Défense de la région Asie-Pacifique d'engager un dialogue visant à renforcer la confiance et à encourager les coopération pratiques en matière de sécurité”.

Parmi les personnes présentes, Ash Carter, secrétaire américain à la Défense et l'amiral Sun Jianguo, chef d'Etat-major général adjoint de l'Armée de

Libération du Peuple, ainsi que beaucoup des plus hauts gradés des armées asiatiques.

Les participants avaient du pain sur la planche... La raison est simple : suite à l'accumulation de plusieurs millions de milliards de dollars de nouvelles richesses en Asie, la région a de plus en plus besoin de protéger ses divers intérêts.

Ou, comme mon ancien patron aimait à le dire : “Davantage de richesse, davantage de soucis”.

Il va sans dire que la Chine tenait le premier rôle. Le pays abrite la seconde économie mondiale (la première, à pouvoir d'achat égal). C'est également l'usine du monde, et un importateur majeur de denrées et de biens intermédiaires en provenance de régions éloignées.

Mardi dernier, lorsque le Conseil d'Etat chinois a présenté son premier livre blanc sur la défense centré sur la *stratégie*, le reste du monde s'y est donc intéressé de près.

Ladite stratégie prévoit une “défense active”. En résumé, les Chinois n'attaqueront pas sans être attaqué — mais s'ils le sont, ils contre-attaqueront sans hésiter.

Si vous trouvez tout cela un peu flou, le document est tout à fait clair sur deux changements principaux : tout d'abord, la marine élargira sa portée des zones côtières à la haute mer, et, deuxièmement, l'armée de l'air se concentrera sur des opérations offensives et sur la défense du territoire chinois.

Très bien, mais que signifie *vraiment* cette nouvelle stratégie ?

Personne ne le sait vraiment. A court terme, je pense qu'il s'agit de l'une des questions les plus complexes pour l'Asie étant donné son impact profond sur la politique, l'économie et la Bourse.

J'appelle cette quête l'**Equilibre chinois**.

Les leçons de la guerre froide

En 1950, John Nash, un étudiant de 22 ans, publiait une thèse de doctorat en mathématiques centrée sur la théorie des jeux.

Vous vous souvenez peut-être de cette histoire si vous avez vu le film

américain *Un Homme d'Exception*.

M. Nash, décédé dans un tragique accident de la circulation la semaine dernière, a formulé l'Équilibre de Nash, défini, selon Wikipédia, comme “une configuration telle qu'aucun joueur ne peut modifier seul sa stratégie sans affaiblir sa position personnelle”.

Pour faire simple, cet équilibre permet d'analyser des situations de conflit et de coopération et de produire des prédictions concernant les comportements de chacun.

Cette stratégie a été largement utilisée pendant la guerre froide, pour aider, officiellement, à créer le meilleur environnement possible pour soutenir le commerce, la croissance économique et limiter les conflits militaires.

Je pense qu'un équilibre du même type sera atteint en Asie. Bien sûr, il faudra sans doute beaucoup de temps et divers ajustements des différentes positions politiques, mais je pense qu'il est possible d'y arriver — et les investisseurs pourraient faire de beaux profits au passage.

Le secteur de la Défense chinoise offre d'excellentes opportunités

A court terme, la manière la plus simple d'en profiter est de se pencher sur le secteur de la Défense. Je m'intéresse de près aux actions chinoises dans ce domaine depuis le mois d'octobre.

Pour résumer, contrairement à ce qu'affirme la sagesse populaire, une augmentation du budget de la Défense devrait avoir un impact *positif* sur l'économie et les entreprises chinoises.

Les liens entre les investissements dans la Défense et l'activité remontent à des siècles. Récemment, le meilleur exemple est celui de la Silicon Valley : beaucoup de stars de la technologie sortent d'incubateurs ayant bénéficié de la générosité des dépenses militaires américaines dans le domaine de la recherche et du développement.

Je ne vois pas pourquoi les choses devraient être différentes pour la Chine.

Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI, ou Institut international de la recherche sur la paix), la Chine a augmenté ses dépenses militaires de 9,7% en 2014 pour atteindre un montant estimé de 216 milliards de dollars. En comparaison, les dépenses militaires dans le monde ont diminué de 0,4% l'an dernier, marquant une troisième année de baisse

consécutives.

Selon le SIPRI, la Chine a petit à petit diminué ses importations de matériel militaire pour soutenir l'industrie nationale de l'armement. Les importations chinoises dans le domaine de la défense ont chuté de 58% entre 2007 et 2011.

La combinaison entre l'*augmentation* des dépenses militaires et la *baisse* des importations ouvre un avenir très lucratif aux entreprises d'armement chinoises.

AviChina progresse de 78% mais ne s'arrêtera pas là

J'ai déjà évoqué **AviChina Industry & Technology (2357 HK)**, le plus grand sous-traitant chinois d'hélicoptères et de systèmes avioniques, une opportunité particulièrement intéressante.

Depuis le mois d'octobre, l'action a progressé de près de 78%, dépassant l'indice H-shares (37%) et l'indice Hang Seng (18%).

Le progrès d'AviChina est lié au lancement de la connexion **Shanghai/Hong Kong Stock Connect** — une plateforme directe d'échange d'action entre Shanghai et Hong Kong.

J'ai déjà signalé ce lancement par le passé et encouragé les investisseurs à noter sa date dans leurs calendriers (j'admets m'être trompé sur la date en question : les opérations ont commencé le 17 novembre au lieu de 27 octobre comme prévu).

AviChina a connu une belle réussite depuis, mais je pense qu'il est possible de faire mieux.

Cinq raisons d'acheter AviChina

Pour commencer, la défense asiatique est un thème brûlant dans cette région du monde. Le budget chinois de la Défense devrait augmenter de 10% en 2015, donc il est possible que de belles occasions naissent pour AviChina. De même, la marine américaine se prépare à transférer 60% de sa flotte vers le Pacifique d'ici 2020.

Deuxièmement, le marché spécule que la maison mère d'AviChina, AVIC, injectera des actifs dans les filiales d'AviChina au cours des prochaines années.

Troisièmement, AviChina garde un œil sur de possibles acquisitions à

l'étranger dans les marchés des pièces détachés et composants pour l'aviation. Etant donné qu'AviChina s'échange pour un rapport très élevé (P/E de 39,6x pour l'exercice comptable 2016 selon Bloomberg) toute acquisition devrait avoir un impact positif immédiat sur les recettes.

Quatrièmement, la valeur liquidative (NAV) des actions A des filiales d'AviChina est estimée à 15,50 dollars hongkongais selon BoA Merrill-Lynch. Cela suppose que l'action listée à la Bourse de Hong Kong s'échange pour environ 50% de moins que sa NAV.

Cinquièmement, les actions dans le domaine de la Défense chinoise disponibles pour les investisseurs étrangers sont rares, ce qui pourrait amener à une augmentation des prix aujourd'hui très bas par rapport à la NAV.

Pour ce qui est du marché chinois d'un point de vue plus général, je pense que la progression vertigineuse des cours est un peu exagérée à court terme, et justifie un recul. Je ne suis pas en mesure d'estimer le degré de ce recul, ni sa durée, mais il pourrait avoir un impact important sur AviChina.

Rien ne garantit non plus que les plans d'investissements de la Chine dans le domaine de la Défense ne changeront pas dans l'avenir.

Quoi qu'il en soit, pour l'instant au moins, il vaut la peine de se pencher sur AviChina.

- See more at: <http://quotidienne-agera.fr/2015/06/09/chine-armee-defense-depenses-militaires/#sthash.b82Aw9hV.dpuf>

10 pays qui risquent de disparaître d'ici à 20 ans

par Arnaud Lefebvre · 09 juin 2015 Express.be

[C'est beaucoup plus que 10 pays qui vont disparaître avec la fin du pétrole (qui débutera par le plus gros crash économique de l'histoire de l'humanité). Tous les pays deviendront ingérable.]

« D'innombrables pays ont disparu ou ont été engloutis par d'autres qui ont été capable d'en prendre le contrôle », écrit Zero Hedge. Les pays vont et viennent régulièrement, disparaissent, modifient leur nom ou sont intégrés à d'autres pays plus grand et plus forts. Zero Hedge a dressé une liste des pays susceptibles de disparaître au cours des deux prochaines décennies.



1. L'Espagne

L'Espagne a fortement subi les conséquences de la **crise financière**. Sa dette publique a atteint les 97,7% du PIB et ce pourcentage va augmenter en 2015 et dépassera les 100%, probablement en 2017. « Cela suffit à vous faire **implorer un pays** et à amener quelque chose d'autre à combler le vide », écrit Zerohedge. En outre, le chômage a augmenté de 23,78% au premier trimestre 2015, précédé par une hausse de 23,7% lors du dernier trimestre de 2014. Mais il y a encore plus de soucis à se faire pour le pays. La manière de faire du gouvernement espagnol devrait mener à un désastre économique plus important, situation qui ne pourra être résolue par aucun économiste, estime le média. En outre, L'Espagne est confrontée au risque d'une hausse de popularité des mouvements indépendantistes de Catalogne. La Catalogne fait partie de l'Espagne depuis le 15^e siècle mais la région estime maintenant que le moment est venu d'obtenir l'indépendance. La Catalogne est également l'une des régions industrielles les plus riches du pays. Les frontières géographiques de l'Espagne risquent donc d'être modifiées.

2. La Corée du Nord

Ce royaume ermite s'est lui-même coupé du monde et manque ainsi de ressources pour progresser dans le 21^e siècle. La Corée du Nord risque donc de disparaître à moins qu'elle ne change de comportement ou prenne les ressources d'un autre Etat. Le capital industriel du pays est considéré comme insuffisant et les dépenses militaires ont absorbé les ressources et les dépenses civiles. Un quart de la population n'a pas assez de moyens pour se nourrir et pour vivre convenablement, un million d'enfants de moins de cinq ans sont inclus dans ce pourcentage. La croissance économique de la Corée du Nord se situe en-dessous de 1%. Etant donné cette situation, le pays

devrait abandonner une attitude d'isolement pour pouvoir se développer et comprendre qu'il doit coopérer avec le reste du monde s'il veut obtenir ce dont il a besoin.

3. La Belgique

Ce pays a été divisé depuis des années et a trop souvent été au bord de l'implosion, écrit Zerohedge. Le problème est que les deux moitiés de Belgique n'ont pratiquement rien en commun et ont très peu de liens culturels. Au sud, la Wallonie est de langue française et au nord, la Flandre est néerlandophone. En Wallonie, certains ont des velléités d'indépendance ou veulent le rattachement à la France. En Flandre, nombreux sont les Flamands qui veulent un Etat indépendant. Entre 2007 et 2011, les Belges ont subi les conséquences d'opinions diverses concernant les politiques à mener dans le pays. De 2010 à 2011, le pays n'avait plus de gouvernement car aucune des parties n'a été en mesure de trouver un accord pour gouverner ensemble.

4. La Chine

La Chine court au désastre car il semble qu'elle ne sera pas en mesure de résoudre la spirale de ses problèmes liés à l'environnement et à la pollution. Bien qu'elle ait une des armées les plus puissantes du monde, les experts estiment que la Chine n'aura pas suffisamment d'eau potable à cause de la pollution. Plus de la moitié de l'eau potable en milieu urbain est impropre à la consommation humaine. Même si plusieurs améliorations ont été décidées il y a cinq ans, la sécheresse semble inéluctable. Si vous pensiez que la pollution de l'air en Chine est importante, celle de l'eau est bien pire. Plus de 112 milliards de dollars ont été injectés pour améliorer les réseaux d'eau mais cela n'a pas été suffisant.

5. L'Irak

Comme la Grande-Bretagne l'a fait partout dans le monde avec ses colonies, principalement lors de la partition de l'Inde et du Pakistan, les frontières de l'Irak ont été créées par les Anglais sans aucune considération pour les groupes ethniques et linguistiques. Maintenant qu'aucun dictateur ne gouverne l'Irak, le pays est en ruine avec les Kurdes qui dominent dans le nord, les Sunnites à l'ouest et les Chiites dans le sud. Il y a très peu de chances qu'un scénario autre que l'implosion soit possible pour l'Irak car

cela signifierait que les Kurdes devraient renoncer au pouvoir qu'ils viennent de reprendre, que l'Etat islamique soit vaincu et que les groupes ethniques acceptent de vivre pacifiquement.

6. La Libye

La Libye était déjà un Etat artificiel avant qu'il n'obtienne son indépendance de l'Italie en 1951. Seule la dictature de Mouammar Kadhafi a fait que le pays reste uni. La guerre civile de 2007 a conduit à la destruction du pays déjà divisé en de petites factions qui finiront par aboutir à l'indépendance juridique lors des prochaines décennies. Avant l'occupation de la Libye par les Italiens, il existait dans le pays trois régions indépendantes les unes des autres : la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan. Les liens tribaux n'ont cessé de croître comme c'était le cas en Irak. Maintenant que Kadhafi n'est plus, le pays a de nouveau éclaté comme auparavant.

7. Les Etats-Unis

Si le gouvernement actuel des Etats-Unis ne corrige pas les déséquilibres qui existent dans le pays, des Etats risquent très certainement de s'en libérer. En 2012, cinquante Etats ont présenté des pétitions pour obtenir l'indépendance qui ont récolté plus de 675.000 signatures.

8. L'Etat islamique

En 2014, la montée en puissance de l'Etat islamique a été trop rapide en Irak et en Syrie. Il risque donc d'être déstabilisé à l'avenir. Personne dans le monde n'aime une hausse du pouvoir trop rapide. En outre, l'Etat islamique possède déjà une longue liste d'ennemis partout dans le monde. S'il veut survivre, il devra vaincre le Kurdistan (ou vivre en paix avec le pays), l'Irak et la Syrie. L'Arabie saoudite et l'Iran sont également prêts à le combattre.

9. Le Royaume-Uni

Les malheurs de la reine d'Angleterre qui assiste à la destruction du Royaume-Uni ne termineront pas tant que le mouvement d'indépendance en Ecosse n'obtient pas la pleine autonomie par rapport à Westminster. En outre, le désir croissant d'indépendance est aussi présent au Pays de Galles. Un quelconque succès sur la voie de l'indépendance conduira à la destruction du Royaume-Uni.

10. Les Maldives

Ce pays va certainement disparaître car il sera englouti par l'océan. En 2008, le président a même pensé acheter des terres et transposer son pays sur une autre île. La montée des eaux devrait être de 59 cm d'ici à 2100.